

GARDERIE EN MILIEU FAMILIAL

UNE FORMATION AU RABAIS

On peut ouvrir un service de garde à 7 \$ simplement en suivant une formation de 45 heures dont la qualité et le contenu ne sont aucunement réglementés. PAGES A2 ET A3

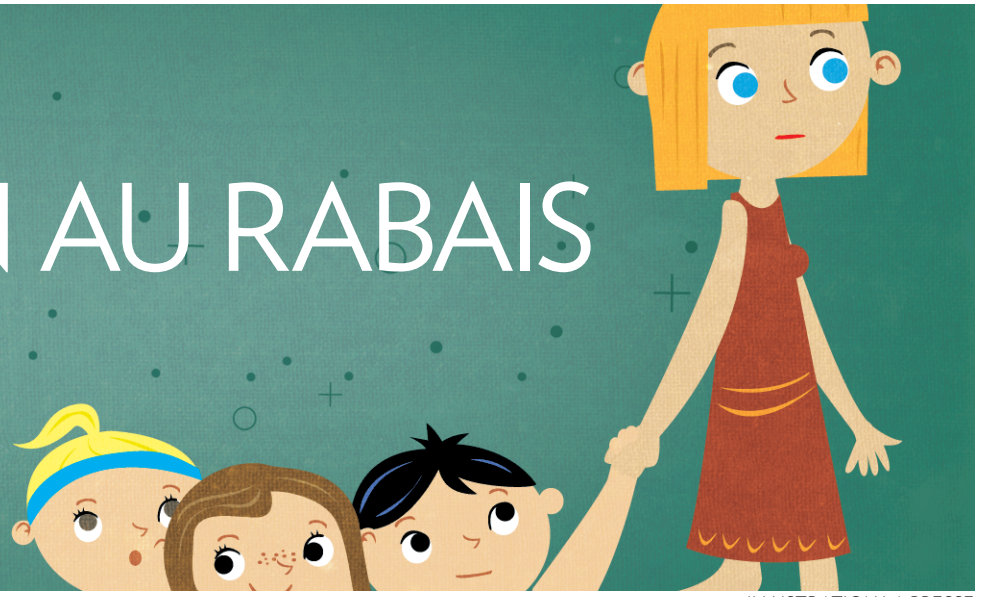


ILLUSTRATION LA PRESSE

LA PRESSE

VALÉRIE BLAIS
COMIQUE
EN DEVENIR

Une entrevue de Nathalie Petrowski.
ARTS



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

MALGRÉ UN ACCORD
JUSQU'EN 2036
LA PERTE DE L'OACI
PLANE TOUJOURS

AFFAIRES



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

HYUNDAI ACCENT
LA «GRANDE»
PETITE
AUTO



PHOTO ÉMILE LEFRANÇOIS, COLLABORATION SPÉCIALE

VICTIME D'UNE CÉLÈBRE ERREUR JUDICIAIRE
RUBIN CARTER S'ÉTEINT À 76 ANS PAGE A12

Brendan Gallagher célèbre
le but gagnant marqué
par Tomas Plekanec
en troisième période.



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

LIGHTNING 2 CANADIEN 3

MAÎTRE DU JEU

Le Tricolore à un match d'un balayage. SPORTS



YVES BOISVERT
MERCY BOSTON
PAGE A4



MICHÈLE OUIMET
LIBRES, MAIS À QUEL PRIX?
PAGE A14

François Olivier, PDG de Transcontinental, Paul Desmarais III, l'explorateur Bernard Voyer, Paul Desmarais, jr. président et co-chef de la direction de Power Corporation, Daniel Labrecque, PDG de DNA Capital, et Eric Boyko, PDG de Stingray Digital participent à une expédition vers le pôle Nord magnétique au profit de la fondation True Patriot Love.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

EXPÉDITION AU PÔLE NORD MAGNÉTIQUE

POUR LA SANTÉ DE NOS SOLDATS

AFFAIRES

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Nouveau jeu vidéo: *Legault The Hobbit*.
Aider le héros à sortir de la 2^e opposition.

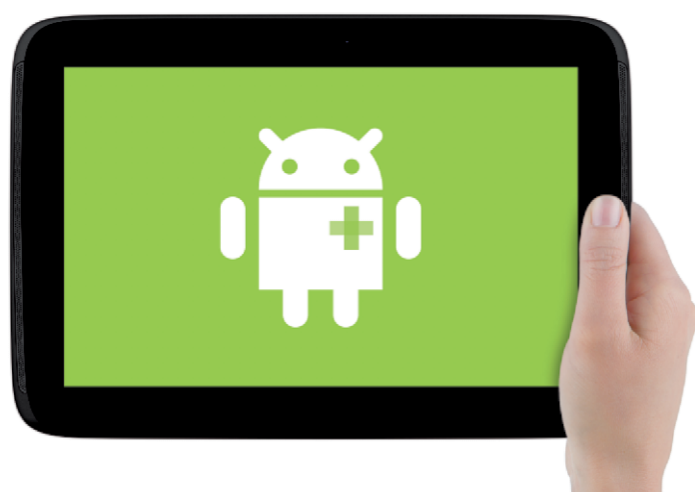
Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



LV 6 21924 98765 1

LA PRESSE+
SUR TABLETTES
ANDROID
DÈS MERCREDI

CONSULTEZ LA LISTE DES
TABLETTES COMPATIBLES À
LaPressePlus.ca/android



LA PRESSE+

GARDERIES EN MILIEU FAMILIAL



UNE FORMATION « NETTEMENT INSUFFISANTE »

Presque n'importe qui peut diriger un service de garde en milieu familial à 7\$ au Québec. Les exigences de formation sont minimales. Et le contenu des rares cours exigés est souvent de piètre qualité. La preuve : sans compétences particulières en la matière, notre journaliste a obtenu un permis du gouvernement pour offrir des formations aux responsables de service de garde de la province.



ARIANE LACOURSIÈRE

Il est possible d'ouvrir un service de garde en milieu familial à 7\$ au Québec simplement en suivant une formation de 45 heures dont la qualité et le contenu ne sont aucunement réglementés. Une situation qui inquiète plusieurs acteurs du milieu, a constaté *La Presse*.

« Même pas besoin d'avoir un diplôme de 5^e secondaire. Quand on y pense, c'est très peu », estime Christa Japel, professeure au département d'éducation et de formation spécialisée de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Les bureaux coordonnateurs, liés aux centres de la petite enfance, ont le mandat de délivrer les permis aux responsables d'un service de garde (RSG) en milieu familial, qui accueillent 92 000 enfants à l'échelle de la province. Depuis le 1^{er} avril, quiconque veut obtenir un permis de RSG doit suivre une formation de 45 heures sur le développement de l'enfant, le programme éducatif et la sécurité, la santé et l'alimentation dans les trois années précédant sa demande de permis. Mais cette formation est nettement insuffisante, selon des directeurs de bureaux coordonnateurs interrogés par *La Presse*.

« Pour tenir une garderie en milieu familial, il faut plus que juste être bon avec les enfants. Il faut tout faire en même temps. Le ménage, la désinfection, l'alimentation, la gestion du matériel, le magasinage. C'est difficile! C'est complètement ridicule de ne pas

demande plus de formation », estime la directrice d'un bureau coordonnateur de Montréal.

« Je demeure persuadée que cette formation de 45 heures est nettement insuffisante », renchérit Daphné Desrochers-Longchamps, directrice générale du Bureau coordonnateur des Hautes-Marées, mandatée par l'Association québécoise des centres de la petite enfance pour répondre à nos questions.

La qualité des ressources variable

Une responsable en service de garde peut accueillir jusqu'à six enfants si elle est seule et neuf si elle a une accompagnatrice.

Conséquence des faibles exigences envers les RSG: la qualité des services offerts dans les différentes ressources est très variable, estime un directeur de bureau coordonnateur de la grande région de Montréal. « Il y en a de très bonnes et de très mauvaises », dit-il.

vont demander, sur une base volontaire, du soutien pédagogique », dit M^{me} Japel.

Des formations ridicules

Outre le cours de 45 heures sur le développement de l'enfant, les RSG doivent également suivre 6 heures de formation continue chaque année et 6 heures de formation en premiers soins tous les trois ans. Mais dans tous les cas, « rien ne vient standardiser le contenu des formations », dénonce M^{me} Desrochers-Longchamps.

La coordonnatrice senior au service Secourisme, natation et sécurité nautique de la Croix-Rouge, Sylvie Santerre, indique que « le gouvernement n'a pas décidé ce que doit contenir le cours [de premiers soins] ni qui peut le donner ». « C'est un peu n'importe quoi. Beaucoup de personnes donnent des cours au contenu incomplet », dit-elle.

Les cours de développement de l'enfant de 45 heures sont tout aussi problématiques,

estiment que cette tâche appartient à l'école.

« Vous allez voir que les enfants vont apprendre plus vite, et même ils vont être capable [sic] de lire et d'écrire sans faute », peut-on lire dans le document.

Vers une formation uniforme

La vice-présidente de l'ADIM de Montréal, Nadia Lemsouri, assure que le syndicat « engage des formateurs compétents » pour offrir des formations aux responsables de garde. « Ce sont des professeurs de cégep ou des formateurs accrédités. La qualité de la formation est bonne », dit-elle.

« Au contraire. Il y a un manque de contrôle de la qualité des formations, et le réseau le sait », soutient M^{me} Japel.

Le regroupement des CPE de Montréal est d'ailleurs en train de créer une formation uniforme pour tous les RSG de la métropole.

« Les parents laissent la santé et la sécurité de leurs enfants à ces milieux. Il faudrait au moins s'assurer que les formations offertes soient de qualité », dit M^{me} Santerre.

Au ministère de la Famille, un comité de gestion de la formation continue des RSG a été créé en 2011. Mais aucune recommandation n'a encore été émise. Le comité a notamment demandé à la professeure Nathalie Bigras, du département d'éducation et de pédagogie de l'UQAM, d'évaluer la qualité des quelque 200 formations offertes aux RSG de la province. « On a vu des cours très variés. Certains plus sérieux. Mais aussi des cours de croissance personnelle et de décoration de gâteaux... », énumère M^{me} Bigras, qui doit présenter les résultats de son analyse au cours des prochains mois.

« Même pas besoin d'avoir un diplôme de 5^e secondaire. Quand on y pense, c'est très peu. »

— Christa Japel, professeure au département d'éducation et de formation spécialisée de l'UQAM

Dans l'une des rares études publiées sur le sujet, en 2005, M^{me} Japel a conclu que la majorité des services de garde en milieu familial de la province étaient de qualité « minimale » et « ne favorisaient pas le développement de l'enfant ».

Depuis, les RSG se sont syndiqués en 2008. Du soutien pédagogique leur est maintenant offert, mais sur une base volontaire. « La qualité des milieux repose souvent sur la qualité éducative des interventions. Et souvent, ce sont les meilleurs milieux qui

notent des directeurs de bureau coordonnateur. *La Presse* a mis la main sur le document d'une formation offerte par un homme se disant « accrédité par Emploi-Québec ». Ce formateur est également recommandé par l'Alliance des intervenantes en milieu familial (ADIM), soit le syndicat qui représente les RSG.

Dans le document de formation, il est écrit que les RSG doivent apprendre l'alphabet aux enfants, ce qui fait sauter certains responsables de bureau coordonnateur qui

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 7
Débats	A16 et A17
Décès	AFFAIRES 7
Horaires télévision	ARTS 6
Loteries	A10
Monde	A12 à A15
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 6
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable, plus de nuages en après-midi, maximum 16, minimum 9. AFFAIRES 6

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

GARDERIES EN MILIEU FAMILIAL

PEU QUALIFIÉE, MAIS DIPLÔMÉE

Preuve des règles minimalistes exigées pour obtenir une accréditation du gouvernement afin de devenir formateur en petite enfance, une journaliste de *La Presse* a obtenu un certificat de reconnaissance pour offrir des cours en « techniques d'éducation à l'enfance ».

Nous avons formulé une demande en septembre dernier à la Commission des partenaires du marché du travail, affiliée à Emploi-Québec, pour obtenir un permis de formateur en petite enfance.

Plus de six mois après avoir fait notre demande à la Commission, au coût de 300 \$, nous avons obtenu l'Agrément. Très peu de vérifications ont été faites sur notre dossier.

Sans avoir de compétences particulières en la matière, nous pourrions donc officiellement offrir des formations aux

responsables de services de garde en milieu familial...

Coordonnatrice senior au département Secourisme, natation et sécurité nautique de la Croix-Rouge, Sylvie Santerre n'a pas été surprise par cette situation. Selon elle, Emploi-Québec « accrédite à peu près n'importe quoi ».

Au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), on explique que selon les informations fournies dans le curriculum vitae de notre journaliste, nous répondions aux exigences pour être formatrice. « Il faut avoir trois ans d'expérience dans le milieu professionnel visé. Et il faut avoir 150 heures de formation en méthode de transmission des connaissances ou 250 heures d'expérience à titre de formateur », dit François Lefebvre, directeur des communications au MESS.

La Commission des partenaires du marché du travail a vérifié que nous avions reçu une formation courte en pédagogie à l'université et que nous avons bel et bien travaillé cinq ans dans un camp de jour. Cette expérience comme monitrice dans un camp de jour, qui remonte à plusieurs années, était suffisante comme expérience de travail.

« Il faut retenir qu'on n'accrédite pas la qualité de la formation que les formateurs donnent. On accrédite les formateurs. On évalue la capacité d'une personne à donner une formation », explique M. Lefebvre, qui ajoute que « le règlement qui chapeaute l'agrément des formateurs est en révision ». « Certaines étapes de la validation des compétences des formateurs pourraient être revues », dit-il.

— Ariane Lacoursière



ILLUSTRATIONS LA PRESSE

UNE JOURNÉE DE COURS

Quelques conseils, plusieurs approximations

ARIANE LACOURSIÈRE

La Presse a suivi une formation de secourisme, en novembre à Montréal. Le cours RCR Enfants et bébés/DEA, SA, devait durer sept heures, mais a plutôt duré quatre heures et demi. Le formateur avait été recommandé par l'Alliance des intervenantes en milieu familial (ADIM) et était reconnu par la Commission des partenaires du marché du travail. Voici un résumé de la journée*. En gris, les commentaires de Sylvie Santerre, coordonnatrice senior au département Secourisme, natation et sécurité nautique de la Croix-Rouge.

9h

Une trentaine de personnes attendent dans le local d'un centre communautaire du nord de Montréal. Toutes des femmes, sauf trois. Le formateur prend les présences et remplit plein de formulaires. Les gens s'impatientent. Une dizaine de mannequins sont étendus sur le plancher de la classe.

Un cours de 30 personnes! C'est beaucoup! Nous acceptons des groupes de maximum 18 personnes, et ce, seulement si nous avons un mannequin par personne. Sinon, on doit réduire le groupe.

9h30

Le cours commence enfin. Le formateur commence par nous parler des brûlures. Il explique comment reconnaître les brûlures au premier, deuxième et troisième degré et quoi faire dans chaque cas. Un participant à l'arrière de la classe sursaute après ces brèves explications. Il

se tourne vers sa femme: « Me semble que quand on voit une brûlure au troisième degré sur un enfant, on devrait appeler l'ambulance? »

Le monsieur a raison. En fait, sur des enfants, des brûlures au deuxième ou même au premier degré peuvent nécessiter une visite aux urgences!

9h45

Le formateur parle d'empoisonnement, du diabète, d'épilepsie, de convulsions dues à la fièvre et des saignements de nez. Il nous dit ensuite quoi faire si un enfant se fait une bosse au front. Le formateur explique qu'il faut mettre de la glace dans un tissu et l'appliquer sur la blessure 15 minutes. Il mentionne ensuite que mettre de la vanille, du beurre ou de l'huile peut aussi aider à prévenir le bleu, car les gras dilatent les capillaires et empêchent la formation d'ecchymose.

(Rires) Vous savez, ici à la Croix-Rouge, on n'embarque pas dans la cuisine. Parce qu'accepter une chose comme ça, ça ouvre la porte à d'autres « essais ». Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de remèdes de grands-mères qui marchent. Mais avant de le mentionner en formation, une technique doit être approuvée par des comités médicaux sérieux.

10h10

On apprend à soulager un enfant qui a quelque chose dans l'œil. Après une longue pause, on parle d'asthme, puis d'allergies. On fait circuler un faux EpiPen dans la salle et le formateur nous demande de nous entraîner sur nous pendant qu'il continue le cours.

Quand il y a de la pratique, elle doit être supervisée.

11h15

On apprend à faire un pansement pour un déboîtement de l'épaule, un pansement de compression, à soigner un crayon dans l'œil, un crayon dans le bras, une coupure au pouce, une dent tombée.

Avez-vous reçu un manuel pour vous aider à récapituler toutes ces notions? (Nous répondons que oui. Le document fait 12 pages). Ah! Vous savez, notre livre fait 170 pages. Ça dit tout.

11h35

On poursuit en parlant d'hémorragie, d'entorse à la cheville et d'étouffement. Une participante affirme qu'appliquer du café sur une plaie, ça fonctionne. Le formateur finit par dire qu'il faut que le café soit « frais », c'est-à-dire que le sac vient d'être ouvert.

Inutile de commenter le café... Mais il faut savoir comment soigner les petites plaies des enfants. C'est ce qui arrive le plus souvent en garderie! Il faut nettoyer avec du savon et de l'eau quand c'est une petite plaie. Et il faut apprendre à savoir quand demander des points de suture ou non.

Pause de 12h à 13h

On reprend en apprenant comment réanimer un bébé (RCR). On s'entraîne un peu sur des mannequins. Mais le formateur a la tête ailleurs: il est en train de plastifier nos cartes d'attestation de formation.

Vous a-t-il montré à vérifier les signes de respiration et voir s'il y a une hémorragie? A d'abord vérifier si l'environnement est sûr? A appeler de l'aide? C'est très important d'être très rigoureux quand on enseigne la RCR.

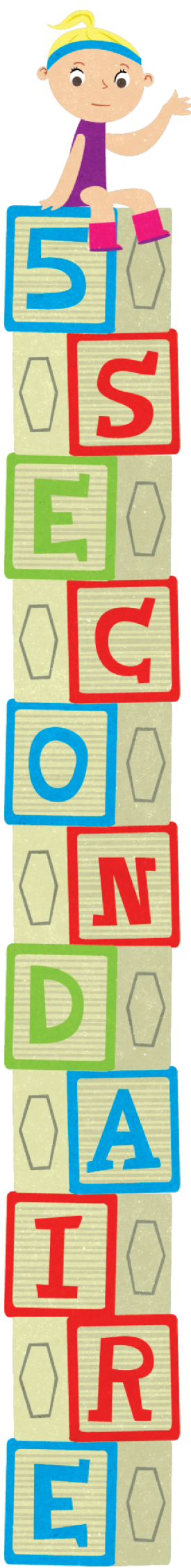
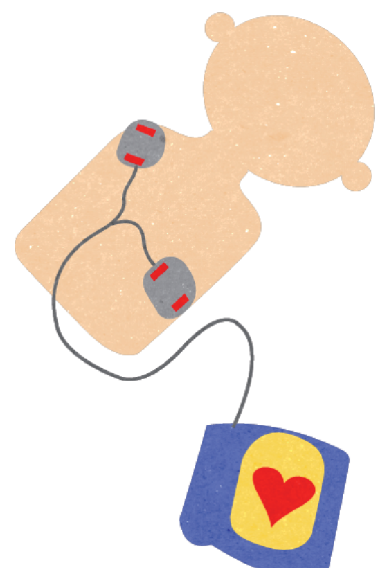
Parce que dans le stress, ce sont les notions très pratiquées qui sont efficaces.

14h30

Notre formateur nous explique le fonctionnement d'un défibrillateur et le cours prend fin à 15 h.

(Soupir) Le cours est déjà fini? Avez-vous parlé des engelures, des coups de chaleur, des commotions cérébrales, de la gestion de la fièvre, des échardes, de la gastro? C'est sûr qu'en huit heures, et même moins ici, on n'a pas le temps de faire le tour. Certaines provinces exigent des cours de 16 heures. Il y a place à amélioration, disons. On voit que le cours que vous avez suivi ne répond pas à la législation. Mais il n'y a aucun contrôle de ça, donc...

Le résumé de la journée présenté ici n'est pas exhaustif. Certains passages ont été omis pour alléger la lecture.



BOSTON UN AN APRÈS L'ATTENTAT

Merci Boston



YVES
BOISVERT
CHRONIQUE

BOSTON

Tous ces gens d'une mine suspecte dans des vêtements fluorescents: pas de doute, c'est bien la file d'attente du «pasta dinner».

La tradition veut que les coureurs fassent le plein de glucides la veille d'un marathon. Pour ça, quoi de mieux que des pâtes cuites bien au-delà du temps recommandé par le manufacturier?

Plein d'autres choses, j'en conviens.

On est invité par le maire de Boston à envahir l'hôtel de ville, alors on y va.

Il y a là plein de bénévoles qui tapent des mains pour l'ambiance. On vous offre une Samuel Adams spécialement brassée pour l'occasion si le cœur vous en dit.

Mais soyons sérieux, l'heure n'est pas à la fête. L'heure est plutôt à la concentration. L'heure est aux derniers calculs

L'heure est à sacrer son camp de ce repas pour aller placer soigneusement les chaussures, les vêtements, le dossard, la montre, la casquette... Non, pas de casquette, ah pis oui, ah pis non...

L'heure est à relire une 47^e fois les instructions pour se rendre.

Il y a ceci de très particulier au marathon de Boston: il n'a de Boston que sa toute dernière portion. On nous prendra donc ce matin aux abords d'un parc du centre-ville de Boston, dans des autobus scolaires, pour nous emmener 42,2 km et sept villes plus loin, dans le bled de Hopkinton.

Là-bas, la plupart des 35 748 inscrits tueront deux, trois heures à boire des trucs sucrés et à manger des barres tendres.

En plus des places réservées à ceux qui avaient obtenu un temps de qualification, la Boston Athletic Association



PHOTO ROBERT F. BUKATY, ASSOCIATED PRESS

Des coureurs et des amateurs de marathon massés sur Boylston Steet, hier.

«On a reçu 1199 demandes, et un comité en a gardé 600, me dit Jack Flemming, de la BAA. On a accepté celle d'un employé de magasin qui travaillait près des explosions et qui est allé secourir des gens. Mais on a refusé quelqu'un disant: j'habite en Californie et j'ai été bouleversé par les événements.»

On retournera probablement à un maximum de 27 000 places l'an prochain: les sept petites villes impliquées en plus de Boston trouvent déjà assez lourde l'opération, en particulier Hopkinton, dont la population triple momentanément chaque troisième lundi d'avril.

«Il y en a eu 38 000 au 100^e anniversaire, en 1996, mais le monde était bien différent à l'époque, et tout était moins compliqué», me dit Mark Davis, aussi de la BAA.

Le monde en effet a changé. Pas de sac, svp: c'est la consigne pour les coureurs comme

pour les spectateurs. Le maire Marty Walsh a dit cette semaine que Boston serait «l'endroit le plus sécuritaire au monde».

La veille, sous la pluie, tout juste après les cérémonies de commémoration des attentats, on a dû évacuer Boylston Street, lieu d'arrivée, quand un homme nu-pieds a crié comme en dérision «Boston Strong». Il a été arrêté avec un sac à dos contenant une cuisinière à riz pleine de confettis, et le juge l'a envoyé voir le psychiatre.

L'événement est sans gravité mais souligne l'évidence: on imagine la complexité du contrôle de cette foule de 1 million de personnes massées sur 42 km...

Ce matin, en grelottant, on regardera partir les athlètes en fauteuil roulant, puis les femmes de l'élite, puis les hommes, tous parmi les plus

superbes athlètes de cette planète.

Ensuite, on nous installera selon la hiérarchie du chronomètre, et vers 10h25, 35 000 personnes iront ajouter leurs pas dans ce parcours plein d'histoire, de légendes et de drames.

Et puisque «les temps ont changé», ce marathon, rendez-vous avec ses limites, n'aura plus tout à fait la même saveur. Ça se voudra une célébration de la «force». Ce sera inévitablement un rappel de la fragilité.

Le champion de 1968, l'Américain Amby Burfoot, s'est fait faire plein de cartes qu'il distribuera en courant aux gens dans la foule pour leur dire: merci Boston.

C'est aussi une manière de dire, mais il n'y avait pas assez de place sur la carte: merci la vie.

Pour joindre notre chroniqueur: yboisvert@lapresse.ca

Ce marathon, rendez-vous avec ses limites, n'aura plus tout à fait la même saveur. Ça se voudra une célébration de la «force». Ce sera inévitablement un rappel de la fragilité.

sur la stratégie de course. Le dernier conseil d'un inconnu. L'heure est au doute, même si on ne fait semblant de rien.

L'heure est à regarder une 17^e fois la météo. Dix degrés à 10h30, heure du départ... Vent d'ouest... Un peu de côté... Soleil... 16 degrés à 14 h... Presque chaud...

a offert une inscription aux 5600 personnes qui n'ont pas pu finir l'an dernier. Puis à tous les employés des hôpitaux, des services ambulanciers, de police, de pompiers et autres premiers répondants. Et finalement, on a offert des places à quiconque aurait «un lien spécial avec l'événement».



L'Événement de vente de Pâques de Mercedes-Benz

Ouvert le vendredi 18 avril et le lundi 21 avril

Renseignez-vous sur notre service d'entretien prépayé



Profitez de prix exclusifs sur tous les véhicules neufs, démonstrateurs, d'occasion, Sprinter et smart.

- Prix incroyablement compétitifs dévoilés en concession seulement.
- Taux de financement alléchants sur notre gamme complète de véhicules.
- Réductions additionnelles sur les démonstrateurs.

Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire Mercedes-Benz de la région de Montréal ou mbmontreal.ca.



Mercedes-Benz

MONTRÉAL
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie, Montréal
514 735-1199

LAVAL
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
450 681-2500

RIVE-SUD
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau, Greenfield Park
450 672-2720

WEST ISLAND
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

BOUCHERVILLE
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère, Boucherville
450 449-0222

BLAINVILLE
Mercedes-Benz Blainville
10000, rue du Plein-Air, Mirabel
450 435-1313

BOSTON UN AN APRÈS L'ATTENTAT

La détermination d'un survivant en images



PHOTO CHARLES KRUPA, ASSOCIATED PRESS

Josh Haner, photographe au *New York Times*, a été récompensé par le prix Pulitzer de la photographie, dans la catégorie magazine, pour son reportage sur Jeff Bauman, un survivant des attentats du marathon de Boston. Jeff Bauman s'était rendu au marathon pour encourager sa petite amie. Il a perdu ses deux jambes dans l'explosion. Josh Haner a suivi pendant deux mois les soins, la rééducation, le retour en famille et les apparitions publiques du survivant devenu icône des attentats du 15 avril 2013.



7 mai 2013. Jeff Bauman se prépare pour une séance d'ergothérapie.



15 mai 2013. Il se fait enlever ses points de suture.



21 mai 2013. À son premier rendez-vous avec un prothésiste.



8 mai 2013. Jeff Bauman lance une blague à sa petite amie, Erin Hurley.



31 mai 2013. Il marche seul avec ses prothèses. Une première.



26 juin 2013. En séance de physiothérapie.

PHOTOS JOSH HANER, THE NEW YORK TIMES




C'EST LA PÉRIODE DU GRAND MÉNAGE!
 Un bon moment pour vous débarrasser de votre vieux frigo* ou congélo...
www.hydroquebec.com/recyc-frigo
 1 855 668-1247
 Assurez-vous d'avoir votre facture d'électricité en main.

DERNIÈRE CHANCE
 Recevez par la poste un chèque de **30\$**
Le programme se termine le 31 décembre 2014



*L'appareil doit avoir plus de 10 ans et avoir un volume intérieur d'entre 10 pi³ et 25 pi³, ainsi qu'être fonctionnel, branché et facilement accessible et déplaçable. Une limite de trois appareils par foyer s'applique. Les appareils commerciaux ne sont pas admissibles. Le ramassage est gratuit. Certaines conditions peuvent s'appliquer.

POLITIQUE

Des tonnes de documents à analyser

Le VG a embauché cinq firmes d'experts pour scruter les dépenses des sénateurs

EXCLUSIF

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le bureau du vérificateur général Michael Ferguson a été contraint d'embaucher cinq firmes d'experts en comptabilité, au coût de près d'un demi-million de dollars, afin de l'aider à passer au peigne fin toutes les dépenses engagées par tous les sénateurs au cours des dernières années.

Des dizaines de milliers de pages de documents doivent être épluchées dans le cadre de cette vaste enquête du vérificateur général, qui a été lancée dans la foulée du scandale des dépenses au Sénat l'an dernier.

Les boîtes de documents sont si nombreuses que le bureau du vérificateur général a dû louer un camion de déménagement de cinq tonnes pour les transporter dans un local appartenant à la Commission de la capitale nationale situé à moins d'un demi-kilomètre de la colline parlementaire, selon des documents obtenus par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le transport des documents a eu lieu le 16 janvier dernier, alors que les députés de la Chambre des communes et les sénateurs de la Chambre haute ne siégeaient pas.

Un demi-million

Jusqu'ici, le bureau du vérificateur général a accordé des contrats totalisant près d'un demi-million aux cinq firmes Deloitte & Touche (56 500 \$), KPMG (120 768 \$), PricewaterhouseCoopers (156 360 \$), Raymond Chabot Grant Thornton (85 597 \$) et Samson & Associés (45 198 \$).

L'enquête a commencé l'automne dernier. Le vérificateur général prévoit déposer le fruit de son enquête au printemps prochain, soit quelques mois avant les prochaines élections, prévues en octobre 2015.

Ce sont les sénateurs eux-mêmes qui ont demandé en juin dernier à Michael Ferguson d'examiner leurs indemnités individuelles pour les déplacements, les



Le vérificateur général Michael Ferguson a été contraint d'embaucher cinq firmes d'experts pour l'aider à passer en revue toutes les dépenses engagées par tous les sénateurs au cours des dernières années.

PHOTO CHRIS WATTIE, ARCHIVES REUTERS

allocations de logement, les dépenses associées au fonctionnement de leurs bureaux et les frais d'hébergement.

Cette requête a été faite après que les médias eurent révélé que les sénateurs Mike Duffy, Pamela Wallin et Patrick Brazeau, tous nom-

meés par le premier ministre Stephen Harper, et l'ex-sénateur libéral Mac Harb eurent réclamé des dizaines de milliers de dollars en allocations d'hébergement et de déplacement injustifiées. La GRC a déposé des accusations de fraude et d'abus de confiance

contre deux d'entre eux, soit Patrick Brazeau et Mac Harb.

L'enquête policière se poursuit dans les cas de M^{me} Wallin et de M. Duffy. Des médias ont rapporté la semaine dernière que des accusations seraient déposées contre M. Duffy sous peu. En février, *La Presse*

conseillers externes lorsque les besoins le justifient, ainsi que l'examen de documents, des entrevues et du travail d'analyse, et un contrôle de conformité avec les normes d'audit», a indiqué Ghislain Desjardins, porte-parole du vérificateur général.

sera divulgué publiquement une fois l'audit terminé. Les contractuels font leur travail de concert avec notre équipe d'audit et leurs constatations sont intégrées aux nôtres. Nous recueillons l'information, nous l'analysons, et nous en faisons rapport. Le travail d'audit est toujours en cours», a indiqué M. Desjardins.

Le chef du Nouveau Parti démocratique Thomas Mulcair a affirmé que le vérificateur général doit mener à bien cette enquête exhaustive, même si cela entraîne des coûts supplémentaires aux contribuables. Il a soutenu que le premier ministre Stephen Harper est l'unique responsable de ce fiasco au Sénat puisque c'est lui qui a nommé les Mike Duffy, Pamela Wallin et Patrick Brazeau pour des raisons strictement partisans.

— Avec William Leclerc

Jusqu'ici, le bureau du vérificateur général a accordé des contrats totalisant près d'un demi-million aux cinq firmes d'experts en comptabilité.

a révélé que l'enquête policière sur ces sénateurs avait coûté plus de 1 million de dollars aux contribuables.

«Le bureau procède avec l'audit du Sénat comme il le fait avec tous ses audits de performance. La démarche prévoit le recours à des spécialistes et

Enquête exhaustive

Il a précisé que certains de ces contrats ont pris fin le 31 mars et ont été renouvelés. «Nous allons continuer de suivre le coût de l'audit du Sénat comme nous le faisons pour tous nos audits. Le coût final de cet audit

Enquête exhaustive

et le niveau de certaines rivières pourrait grimper dans les prochains jours, d'autant plus que les températures prévues doivent augmenter graduellement dès aujourd'hui.

— La Presse Canadienne

Crue des eaux Le nord du fleuve Saint-Laurent fera l'objet d'une surveillance accrue

Même si le niveau des cours d'eau du Québec a grandement diminué depuis deux jours, la surveillance se poursuit en ce qui a trait à la rivière Richelieu, en Montérégie. C'est le cas notamment dans

le secteur de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix. Dans le Bas-Saint-Laurent, un embâcle s'est formé sur la rivière Matapédia, dans la municipalité du même nom. Selon le conseiller en sécurité civile pour le ministère

de la Sécurité publique, Thomas Blanchet, si la situation s'est améliorée au sud du fleuve Saint-Laurent, il faudra s'attarder au nord du fleuve sous peu. La fonte de la neige et de la glace n'est pas complétée,

et le niveau de certaines rivières pourrait grimper dans les prochains jours, d'autant plus que les températures prévues doivent augmenter graduellement dès aujourd'hui.

— La Presse Canadienne

OUVERT
AUJOURD'HUI

MAÎTRE DE LA ROUTE
ÉVÉNEMENT
JUSQU'AU 30 AVRIL

ACURA
acuraquebec.ca



RDX 2014
AWD



MDX 2014
SH-AWD

VENEZ COMMANDER LE VÔTRE MAINTENANT.

LOCATION 36 MOIS
248\$
VERSEMENT AUX 2 SEM.

0\$
COMPTANT

0\$
DÉPÔT DE SÉCURITÉ

RABAIS DE 1500\$
INCLUS

LOCATION 36 MOIS
318\$
VERSEMENT AUX 2 SEM.

0\$
COMPTANT

0\$
DÉPÔT DE SÉCURITÉ

19%
RÉCIPIENDAIRE DU PRIX AJAC 2014 DU MEILLEUR UTILITAIRE SPORT (de plus de 60 000 \$)

JUSQU'À 5 000\$ DE RABAIS À L'ACHAT COMPTANT
SUR LES MODÈLES MDX ÉLITE ET TECHNOLOGIQUE

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
450 682-4050

ACURA GABRIEL
4636, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie, Blainville
450 435-4455

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau, Brossard
450 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O., Montréal
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain, Saint-Léonard
514 362-2872

ACURA SAINTE-JULIE
1933, boul. Armand-Frappier, Sainte-Julie
450 922-1222

L'acheteur avisé lit les petits caractères : *Offre d'une durée limitée du 1er au 30 avril 2014 applicable à la location pour usage personnel seulement d'un modèle neuf Acura RDX AWD 2014 (TB4HEJN)/Acura MDX SH-AWD 2014 (YD4HEJN) par le biais de Services Financiers Acura sur approbation de crédit. Taux de location de 1,9 % sur 36 mois pour le MDX SH-AWD. Exemple de location pour une période de 36 mois équivalant à 78 paiements de 248 \$/218 \$ aux deux semaines, moyennant un acompte initial de 0 \$ et des frais d'inscription au RPPFM de 35,28 \$ et des frais d'agent de 5,25 \$. Le paiement du premier mois, les frais d'inscription au RPPFM et les frais d'agent de 0 \$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le distributeur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 48 000 km pour 36 mois au taux de 0,15 \$/km. Les offres se terminent le 30 avril 2014 et sont sujettes à changement ou annulation sans préavis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le concessionnaire peut avoir à commander ou à échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valables pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Certaines conditions s'appliquent. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre d'illustration uniquement. Visitez acura.ca ou votre concessionnaire Acura pour tous les détails. © 2014 Acura, une division de Honda Canada. *Le rabais de 1500 \$ est disponible aux clients au détail admissibles à l'achat ou à la location du modèle Acura RDX AWD 2014 (TB4HEJN) / le rabais à l'achat comptant de 5000 \$ est disponible aux clients au détail admissibles à l'achat du modèle Acura MDX Elite SH-AWD 2014 (YD4HEJN) ou du Acura MDX Technologique 2014 (YD4HEJN) sur approbation de crédit, et sera déduit du prix de vente négocié avant les taxes. Le consommateur devra signer un contrat chez un concessionnaire Acura participant et prendre livraison entre le 1er et le 30 avril 2014. Certaines conditions s'appliquent. Visitez acura.ca ou votre concessionnaire Acura pour les détails. © 2014 Acura, une division de Honda Canada.

COMMANDETAIRE DE LA
DIFFUSION CANADIENNE

Si votre solde quotidien moyen est de :	100\$	500\$	1000\$
Exemples de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :	1,60\$	8,01\$	16,03\$

Exemples de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux sans intérêt » achat minimum requis de 499\$ avant taxes pour les appareils électroniques et 799\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins. Ne payez que les taxes au moment de l'achat et les EcoFrais si applicables. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum) du de carte de crédit sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du client est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Offres en vigueur du jeudi 17 avril au lundi 21 avril 2014. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. La carte est valide entre le jeudi 17 avril et le lundi 21 avril 2014, 21h, et ce, pour une seule transaction seulement. Vous recevrez la carte à gratter lors de votre achat. La carte sera grattée par la caisse et le rabais sera appliqué immédiatement sur la transaction. Si le sceau de la carte est découvert ou altéré, la carte n'est plus valide. Une nouvelle carte sera remise au client. Détails en magasin. *EcoFrais inclus. **Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. ***Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.



Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

Hâtez-vous!
Cette promotion se termine aujourd'hui

Achetez, grattez et économisez instantanément!**

un minimum de

10%, 20%, 25% ou 50%

sur les meubles**, matelas**, accessoires de décoration**, électroménagers** et ensembles cinémas maison**



Achetez, grattez et économisez**

22^{19\$}/₃₆ mois ou **799\$**

Sofa inclinable

Mobilier de salon inclinable

De style contemporain, revêtu de cuir laminé
Livraison gratuite

- Causeuse inclinable 20,81 \$*/mois ou 749 \$
- Fauteuil inclinable 13,86 \$*/mois ou 499 \$
- Meuble audio/vidéo 19,42 \$*/mois ou 699 \$
- Table de bout 5,53 \$*/mois ou 199 \$
- Table console 13,86 \$*/mois ou 499 \$
- Table de centre avec rangement 13,58 \$*/mois ou 489 \$



Achetez, grattez et économisez**

7^{75\$}/₃₆ mois ou **279\$**

Fauteuil d'appoint

De style moderne, s'agence à tous les décors. Aussi disponible de couleur brun, noir et rouge. Voir prix en magasin
Livraison gratuite



Mobilier de salle à manger

De style contemporain, dessus de table en céramique, table de 152 x 90 cm (60 x 35,5 po)
Livraison gratuite

Achetez, grattez et économisez**

22^{19\$}/₃₆ mois ou **799\$**

• Buffet aussi disponible 24,97 \$*/mois ou 899 \$

Comprend : 1 table et 4 chaises



Mobilier de chambre

De style transitionnel. Aussi disponible en format très grand lit. Voir prix en magasin
Livraison gratuite

Achetez, grattez et économisez**

26^{36\$}/₃₆ mois ou **949\$**

• Commode 5 tiroirs 8,03 \$*/mois ou 289 \$

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit

FRIGIDAIRE

19^{42\$}/₃₆ mois ou 699\$ Réfrigérateur

11^{08\$}/₃₆ mois ou 399\$ Lave-vaisselle

15^{81\$}/₃₆ mois ou 569\$ Cuisinière

22^{19\$}/₃₆ mois ou 799\$ L'ensemble

Lave-vaisselle
Capacité de 14 couverts, 3 programmes, cuve haute, broyeur d'aliments, Energy Star®
Livraison, ramassage et service gratuits

Réfrigérateur de 18 pi³
2 tablettes ajustables pleine largeur en verre SpillSafe®, 2 bacs à fruits et légumes à humidité contrôlée, portes réversibles, Energy Star®
Livraison, ramassage et service gratuits

Cuisinière avec four autonettoyant
Four de 5,3 pi³, éléments de cuisson exposés, 1 prise pour petit appareil, très grand hublot
Livraison, ramassage et service gratuits

Laveuse de 4,3 pi³ C.E.I.
12 programmes, 4 niveaux d'eau, 3 réglages de température, agitateur à double action

Sécheuse de 6 pi³
6 programmes, 4 réglages de température
Livraison, ramassage et service gratuits

13^{86\$}/₃₆ mois ou 499\$ L'ensemble

27^{75\$}/₃₆ mois ou 999\$ L'ensemble

GRATUIT!
Cécepteur Pioneer à l'achat de cet ensemble d'haut-parleurs

ONKYO
Barre de son
6 haut-parleurs intégrés Bluetooth®/Subwoofer sans fil
Livraison gratuite

Ensemble de 5 haut-parleurs et 1 subwoofer
Livraison gratuite

Galerie du sommeil Brault & Martineau

90 jours d'essai sur TOUS nos matelas

Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons contre un modèle de valeur égale ou supérieure. Détails en magasin. La garantie confort. **UNE EXCLUSIVITÉ** des Galeries du sommeil Brault & Martineau

Ensemble matelas et sommier ROSEBAY
Matelas avec plateau Euro Top
Sommier rigide de 8,75 po
Sommier rigide de 5,75 po aussi disponible
Livraison gratuite

• Ens. matelas et sommier 1 place 15,25 \$*/mois ou 549 \$

• Ens. matelas et sommier grand lit 18,58 \$*/mois ou 669 \$

• Ens. matelas et sommier très grand lit 21,75 \$*/mois ou 999 \$

Ensemble matelas et sommier STUDIO LOFT II
Ressorts enséchés sans rotation Evolution®/Coffret de mousse 360 degrés/Sommier rigide de 9 po
Sommier rigide de 5,5 po aussi disponible
Livraison gratuite

• Ens. matelas et sommier 1 place 18,86 \$*/mois ou 679 \$

• Ens. matelas et sommier grand lit 22,19 \$*/mois ou 799 \$

• Ens. matelas et sommier très grand lit 29,69 \$*/mois ou 1069 \$

Payez jusqu'à **36** versements sans intérêt* sur les meubles**, matelas**, accessoires de décoration**, électroménagers** et ensembles cinémas maison**

Plan BM ^{†††} **Service de livraison flexible et gratuit****

► **Page horaire de 4 heures**

HEURES D'OUVERTURE: LUNDI AU VENDREDI 10 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

braultmartineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Accord D Desjardins, MasterCard, VISA, Suivez-nous sur facebook

BROSSARD 450 619-6777	GATINEAU 819 561-5007 • 1 877 755-2555	KIRKLAND 514 697-9228	LASALLE 514 364-6110	SAINT-LÉONARD 514 254-9455
REPENTIGNY 450 470-0815	SHERBROOKE 819 562-4242 • 1 800 267-4240	SAINT-HUBERT 450 676-1911	SAINTE-THÉRÈSE 450 430-0555	LAVAL 450 682-2516

Galerie du sommeil Brault & Martineau	HEURES D'OUVERTURE: LUNDI AU MERCREDI 10 H À 18 H JEUDI ET VENDREDI 10 H À 21 H SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H	GRANBY 450 372-5656	ST-HYACINTHE 450 774-6116	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 450 349-1609
		MASCOUCHE 450 474-8531	ST-JÉRÔME 450 431-9338	VAUDREUIL-DORION 450 424-2651

ACTUALITÉS

Paul Sauvé montre du doigt la Couronne

Des informations relatives à l'opération Diligence sont ignorées, selon l'ex-entrepreneur

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

L'ex-entrepreneur Paul Sauvé, l'un des premiers à avoir dénoncé l'«industrie de la corruption», accuse la Couronne de vouloir absolument gagner les procès qui découlent de l'opération Diligence, «peut-être au détriment de la vérité».

Le ministère public «ignore plusieurs déclarations qui pourraient mettre fin au procès immédiatement», affirme-t-il. M. Sauvé, appelé à témoigner dans ces procédures, assure que sa vie est en suspens depuis le début des procès.

La semaine dernière, l'ex-entrepreneur a annoncé une poursuite de 5 millions en dommages contre le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). «Par la conduite et le comportement injustifiés et inappropriés de ses représentants», le ministère public lui «a causé un tort substantiel», a-t-il alors fait valoir.

Hier, l'ex-entrepreneur a répondu aux questions de *La Presse*.

Il s'est décrit comme «pris dans ce dossier depuis plus de six ans», dont «trois ans de subœnas, impossibilité de retravailler, de recommencer sa vie». «La santé en souffre et les finances sont à zéro», a-t-il ajouté.

Diligence est une opération de la Sûreté du Québec (SQ) qui visait à faire la lumière sur l'infiltration du crime organisé dans l'économie légale. Ce



L'ex-entrepreneur Paul Sauvé estime que la Couronne ignore délibérément plusieurs informations importantes dans le cadre d'un procès qui découle de l'opération Diligence.

faisant, les policiers ont découvert des liens surprenants avec le monde syndical et politique.

«Informations disculpatoires»

Au milieu des années 2000, Paul Sauvé possédait une entreprise de maçonnerie. Sa firme a été prise d'assaut par des membres du crime organisé, qui s'en servaient comme machine à blanchir l'argent. Diligence s'est notamment penchée sur cette situation.

À présent, l'opération policière s'est transformée en procès. Le Hells Angel Normand Casper Ouimet est dans le box des accusés avec une dizaine d'autres individus.

L'homme affirme «collaborer pleinement avec la SQ et le DPCP» depuis le début de l'enquête, en 2006, notamment en donnant «de l'information complémentaire très importante à l'enquête».

Malheureusement, dit-il, «plusieurs éléments de ces

informations ont été ignorés par le DPCP». Dans son communiqué de presse de vendredi, il évoque des «informations disculpatoires» pour certains accusés et des «faits importants».

Par l'entremise de son attaché de presse, Paul Sauvé affirme aussi qu'il ne peut aborder directement la nature de ces informations en raison d'ordonnances de non-publication. Paul Sauvé se dit «muselé dans le cadre du procès».

EXTRAIT DE LA MISE EN DEMEURE

«Notre client a non seulement investi temps et argent afin de remplir son rôle de citoyen dans le cadre du projet Diligence mais il a en plus littéralement mis sa vie en suspens pour vous assister dans le cadre de ce dossier d'importance. À cet effet, notre client a assisté à maintes réunions téléphoniques et physiques depuis 2010 afin de vous épauler dans la mise à jour des procédures présentées à la Cour et de façon plus générale dans le dossier Diligence dans son ensemble. Cependant et au grand désarroi de notre client, il s'est avéré lors de ces rencontres que vous lui avez littéralement coupé la parole dans un refus obstiné de laisser entendre l'ensemble des informations détenues par M. Sauvé. Encore plus, notre client nous informe que les procureurs du DPCP ont à maintes reprises levé le ton de manière agressive en insistant fortement auprès de notre client à conserver pour lui-même des informations jugées par le DPCP comme indésirables. [...] Notre client en arrive aujourd'hui à la ferme conclusion que le DPCP ne cherche pas à évaluer la preuve pleine et entière en faisant obstruction à la réception de l'ensemble de l'information pertinente détenue par M. Sauvé.»

Pont Mercier Réouverture deux jours plus tôt que prévu

Le pont Mercier a été complètement rouvert à la circulation, hier, soit deux jours plus tôt que prévu, alors que d'importants travaux y ont été réalisés. La traversée ne devait être ouverte de nouveau à la circulation que ce matin, mais en raison de l'avancement des travaux, le ministère des Transports du Québec a confirmé que les automobilistes ont pu emprunter de nouveau plus vite que prévu. C'est le remplacement de plaques de gousset qui ont été remplacées qui ont forcé ces travaux majeurs et la fermeture du tronçon routier, a indiqué Guillaume Paradis,

porte-parole de Transports Québec. Le remplacement d'autres pièces se poursuivra à quatre autres reprises et forcera à nouveau la fermeture partielle du pont. La structure ne sera pas accessible complètement pendant deux jours les week-ends du 25 avril, du 2 mai, du 9 mai et du 6 juin. Durant ces périodes, la circulation s'effectuera à contresens à raison d'une voie par direction. Ces fermetures de voies sont requises puisqu'un retrait de charge sur la structure est nécessaire pour procéder aux travaux de réparation des éléments structuraux. — *La Presse Canadienne*

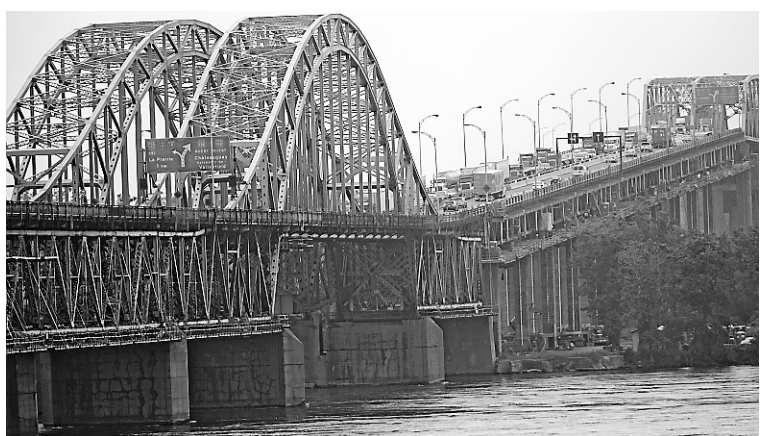


PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Les automobilistes ont pu emprunter le pont Mercier durant la journée d'hier.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE
Les manifestants pro-cannabis ont fumé un joint à 16 h 20 tapant, hier, dans le cadre de la manifestation annuelle du 20 avril pour la légalisation de la marijuana.

Rassemblement pro-cannabis sur le flanc du mont Royal

HUGO PILON-LAROSE

Il y avait une odeur de printemps sur le flanc du mont Royal, hier après-midi, mais pas uniquement parce que le ciel était sans nuage et que le soleil réchauffait l'air encore frais du printemps. Une importante foule a investi le monument à Sir George-Étienne Cartier afin de manifester pour la légalisation du cannabis au Canada.

L'événement, connu sous le nom de «4-20» (qu'il faut lire en anglais, «four-twenty»), a lieu chaque année le 20 avril dans plusieurs villes du monde, dont Montréal. Les manifestants pro-cannabis se réunissent et fument un joint à 16h20 tapant. Mais puisque le rendez-vous était donné cette année deux heures plus tôt, plusieurs n'ont pas hésité à devancer le moment d'en griller un.

Une foule bigarrée et dense s'était réunie sur les marches du monument afin de jouer du tam-tam. Plusieurs participants à ce «4-20» étaient jeunes, probablement des élèves du

qui surplombe l'endroit, des familles, des jongleurs, des musiciens et de simples badauds s'étendaient sur l'herbe encore mouillée par la neige fraîchement fondue afin d'écouter la musique.

Arrêter de dramatiser

«Je suis ici parce que je ne comprends pas que ça soit encore illégal de fumer du pot au Québec», a dit une jeune

participante à *La Presse*. «Il est pas mal temps qu'on arrête de dramatiser la chose. Ce n'est pas pire qu'une bouteille de vin ou de prendre une bière.»

— Un participant de l'événement

participante à *La Presse*. «Il est pas mal temps qu'on arrête de dramatiser la chose. Ce n'est pas pire qu'une bouteille de vin ou de prendre une bière», a ajouté son ami.

Un peu plus loin, près de l'intersection des avenues du

Parc et Duluth, une famille ne semblait pas partager l'enthousiasme de ces deux jeunes. «Non, je n'aime pas cet endroit. On va le contourner», a dit un père à ses enfants, choisissant d'entrer dans le parc du Mont-Royal par un autre endroit.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) supervise le «4-20» de loin et n'intervient que s'il y a des débordements.

Ailleurs au pays

À Ottawa, c'est sur la colline parlementaire que des milliers de manifestants se sont réunis.

Le gouvernement Harper se penche sur la possibilité d'imposer de simples amendes pour la possession de petites quantités de marijuana, mais il n'est pas question pour l'instant de décriminaliser ou de légaliser le cannabis.

Ce débat a repris au Canada depuis que le chef libéral Justin Trudeau a admis avoir déjà fumé de la marijuana, et qu'il s'est dit en faveur de la légalisation.

— Avec *La Presse Canadienne*

POSSÉDEZ VOTRE PROPRE ENTREPRISE

SALON NATIONAL de la FRANCHISE

et des OCCASIONS D'AFFAIRES

26 ET 27 AVRIL PALAIS DES CONGRÈS

RENCONTREZ les meilleures et plus profitables franchises qui sont maintenant en expansion au Québec. Ils seront là pour vous rencontrer en personne.

APPRENEZ comment réussir à opérer une entreprise prospère GRATUITEMENT à nos séminaires juridiques et de financement.

DÉCOUVREZ des opportunités à temps plein ou partiel avec les entreprises les plus connues et réputées qui cherchent de nouveaux propriétaires !

Prenez votre premier pas à posséder votre entreprise. Voyez toutes les opportunités les plus populaires du Québec à un seul endroit, en une fin de semaine seulement.

Vous y trouverez des occasions formidables dans chaque secteur, tel que :

201, avenue Viger ouest · Admission : 10 \$
Samedi et dimanche 11 h à 17 h
Pour information:
1-800-891-4859, poste 301

ACHETEZ VOS BILLETS EN LIGNE

salondelafranchise.ca

GRANDE VENTE DE DÉMÉNAGEMENT

DE NOTRE MAGASIN DE LAVAL
515, BOUL. CURÉ-LABELLE

DERNIÈRE JOURNÉE!
~~JEUDI, VENDREDI, SAMEDI~~ ET LUNDI



PISCINES • SPAS • SAUNAS • PAVILLONS
OUTDOORING^{MC} • MOBILIER DE JARDIN

**TOUT DOIT
PARTIR!**
NOUS DEVONS
VIDER LE
MAGASIN

JUSQU'À
50%
DE RABAIS

SUR LE **MOBILIER DE JARDIN**
EN DÉMONSTRATION

DE **500\$** À
3000\$
DE RABAIS

SUR LES **SPAS**
EN DÉMONSTRATION

TOUTES NOS
PISCINES CREUSÉES,
SEMI-CREUSÉES,
EN CÈDRE ET
HORS TERRE
**SONT EN
SOLDE!**

+ OBTENEZ
2 ÉTÉS
SANS PAYER

Achat minimum de 3000\$.

PLUSIEURS AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN

UN SEUL NUMÉRO POUR TOUS NOS SUPERMAGASINS 514 22-TREVI (87384)

LAVAL
515, boul. Curé-Labelle
(angle Dagenais)

BLAINVILLE
89, rue Jean-Guyon
(aut. 15, sortie 28, angle Michèle-Bohec)

BOUCHERVILLE
1235, rue Ampère
(aut. 20, sortie 92)

MONTREAL - OUEST DE L'ÎLE
2052, route Transcanadienne
(à l'est du boul. Des Sources)



Consultez notre site Internet pour l'horaire au trevi.ca

Ces offres sont valides jusqu'au lundi 21 avril seulement et ne peuvent être jumelées ou appliquées à d'autres offres précédentes ou en cours. L'inventaire peut également varier selon les succursales. Certaines offres peuvent prendre fin en tout temps ou peuvent ne pas être disponibles dans toutes les succursales. Sujet à approbation du crédit. Livraison dans un rayon de 50 km d'un supermagasin. Malgré notre vigilance, des erreurs ont pu se glisser. Si tel était le cas, les correctifs seront affichés en magasin. Détails en magasin.



LES SOCIÉTÉS
LES MIEUX
GÉRÉES

ACTUALITÉS

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Le patron dit non à la militarisation

LA PRESSE CANADIENNE

Le chef de l'Agence spatiale canadienne (ASC), un ancien commandant en chef de l'armée canadienne, assure que sa nomination, en août dernier, ne signale pas la militarisation de l'agence fédérale.

En entrevue avec La Presse Canadienne, Walter Natynczyk assure qu'il doit respecter le mandat confié à l'agence, soit l'utilisation pacifique de l'espace, et que cela ne «changera pas d'un iota».

M. Natynczyk dit travailler avec «une très bonne équipe de civils», mais s'est également dit heureux du fait que «plusieurs membres de l'ASC ont un passé militaire».

L'officier à la retraite poursuit en affirmant qu'il existe une «relation naturelle» entre l'armée canadienne et l'espace au chapitre de la gestion de projet et des nécessités en matière de planification stratégique.

Le Canada possède actuellement un satellite militaire en orbite, *Sapphire*, dont la mission est d'offrir du soutien aux opérations militaires canadiennes et internationales, en

plus de servir dans le cadre des engagements bilatéraux comme le NORAD.

L'agence spatiale emploie près de 700 personnes, dont 90% travaillent au siège social de Longueuil.

M. Natynczyk est entré dans ses nouvelles fonctions le 6 août dernier, succédant à l'ex-astronaute Steve MacLean, qui avait démissionné six mois auparavant.

Pas de mission sur un astéroïde

Lors d'une entrevue couvrant une variété de dossiers, M. Natynczyk a également indiqué qu'il ne se précipitait pas pour rendre réelle la possibilité que le Canada participe à un plan américain visant à envoyer des astronautes sur un astéroïde.

En 2010, le président Barack Obama a mis la NASA au défi d'atteindre un tel objectif, mais la réaction du Congrès a été tiède, au mieux, et la proposition n'a pas généré beaucoup d'enthousiasme.

La NASA a décrit l'Asteroid Redirect Mission comme «une étape clé sur la voie pour envoyer des humains sur Mars».

«À ce moment-ci, nous n'avons pas manifesté d'intérêt pour participer à ce programme», mentionne M. Natynczyk.

Aux dires de Marcia Smith, une analyste de la politique spatiale américaine, la mission ne suscite que peu d'enthousiasme, à part à la Maison-Blanche.

Selon la NASA, cette mission permettrait de cibler un petit astéroïde situé non loin de la Terre, y envoyer une mission robotique pour le capturer en 2019, puis «stationner» l'objet céleste autour de la Lune.

Des astronautes s'y rendraient ensuite en 2021 pour entre autres récupérer des échan-



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Le président de l'Agence spatiale canadienne, Walter Natynczyk, lors d'une allocution la semaine dernière à Montréal.

Pour l'instant, cependant, M. Natynczyk affirme que l'un de ses principaux domaines d'intérêt est d'envoyer un autre astronaute canadien à bord de la Station spatiale internationale (ISS).

«Nous travaillons avec la communauté internationale dans le

qu'un Canadien devrait se rendre sur le laboratoire orbital entre 2016 et 2019.

Pendant ce temps, deux astronautes canadiens, David Saint-Jacques et Jeremy Hansen, continuent de s'entraîner.

Le chef de l'ASC a aussi précisé qu'une fois que le calendrier pour le prochain vol à bord de l'ISS sera clarifié, l'agence reprendra ses efforts de recrutement.

M. Natynczyk ne semble pas non plus pressé de prolonger l'engagement du Canada envers l'ISS au-delà de 2020, même si les États-Unis ont fait savoir qu'ils participeraient au moins jusqu'en 2024.

Il reste encore six ans pour prendre une décision, souligne le grand patron de l'agence.

Walter Natynczyk assure qu'il doit respecter le mandat confié à l'agence, soit l'utilisation pacifique de l'espace, et que cela ne «changera pas d'un iota».

tillons, avant de rentrer sur Terre pour effectuer des analyses.

La mission est également conçue pour tester des technologies pour faire dévier tout astéroïde qui menacerait de percuter notre planète.

cadre du partenariat pour l'ISS afin de déterminer la prochaine opportunité pour envoyer un ou plusieurs de nos astronautes dans l'espace», dit-il.

Par le passé, des responsables de l'ASC ont fait savoir

Affaire Amanda Todd Des problèmes juridiques retardent le dossier

Les autorités britannico-colombiennes aimeraient bien traîner un ressortissant néerlandais en cour au Canada pour des accusations de cyberintimidation en lien avec le suicide d'une adolescente, mais des experts en droit indiquent qu'il n'est pas possible de connaître la date du procès, ni même si celui-ci aura lieu. L'individu est accusé de pornographie juvénile, d'extorsion, de harcèlement criminel et de leurre par internet dans l'affaire Amanda Todd. L'adolescente de 15 ans s'est suicidée en 2012 après avoir publié une vidéo en ligne où elle expliquait avoir été constamment harcelée. Le ministère britannico-colombien de la Justice a indiqué la semaine dernière qu'il demanderait au gouvernement fédéral d'exiger l'extradition du suspect néerlandais de 35 ans, qui est également accusé dans son pays natal à la suite d'une enquête internationale. Des experts en

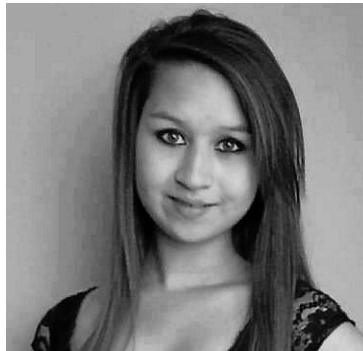


PHOTO TIRÉE DE FACEBOOK/PC Amanda Todd

droit sont toutefois partagés sur les probabilités d'extradition, et s'entendent tous pour dire qu'il s'agira d'un processus complexe. Afin d'extrader le suspect, Richard Kurland, un avocat spécialisé en immigration, soutient qu'Ottawa doit prouver que le résident néerlandais est accusé d'un crime extraterritorial – des crimes commis à l'extérieur du Canada et impliquant des Canadiens.

— La Presse Canadienne

La GRC sème l'inquiétude chez les policiers malades

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a facilité les procédures pour mettre à pied des agents souffrant de graves problèmes médicaux, faisant craindre que des membres de la police fédérale soient renvoyés chez eux sans traitement approprié ou sans pouvoir contester leur licenciement.

En vertu des anciennes règles, un agent contestant une mise à pied pour handicap physique ou mental pouvait continuer de recevoir un salaire jusqu'à ce que l'affaire soit tirée au clair.

Les nouvelles normes, qui doivent entrer en vigueur en juin, indiquent qu'une décision à propos d'une mise à pied ou d'une rétrogradation ne sera pas suspendue pendant que le dossier est traité.

La Presse Canadienne a obtenu une copie des procédures simplifiées, qui découlent d'un projet de loi adopté l'an dernier pour moderniser la police fédérale.

Traitement plus rapide

Selon le gouvernement conservateur, les changements permettent à la GRC de traiter rapidement des plaintes s'étirant souvent sur des années, nuisant à l'ambiance de travail et laissant des carrières dans les limbes. Des détracteurs, dont le Nouveau Parti démocratique, soutiennent que ces mesures donnent trop de pouvoir au commissaire de la GRC, Bob Paulson, et que cela ne va qu'empirer les relations avec les agents.

Au dire de Gerry Hoyland, un ancien policier fédéral



PHOTO FRED CHARTRAND, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Selon le NPD, les nouvelles mesures préconisées par la GRC donnent trop de pouvoirs au commissaire Bob Paulson.

aidant désormais plusieurs agents avec leurs plaintes, M. Paulson a exigé de nouveaux pouvoirs disciplinaires pour traiter les «pommes pourries» plus rapidement.

possibilité de déposer des documents écrits.

Le commissaire Paulson a assuré que l'idée était de prendre soin des policiers blessés et malades dans l'optique de

« Nous devons comprendre que certaines personnes en arrivent à une situation où elles ne sont plus dans une position pour continuer à contribuer à leur travail. »

— Bob Paulson, commissaire à la GRC

Après la réforme, plus question d'avoir des commissions de licenciements ou des audiences. L'agent sera informé par un supérieur, et recevra les informations nécessaires, ainsi que la

les aider à retourner au travail.

«Nous devons comprendre que certaines personnes en arrivent à une situation où elles ne sont plus dans une position pour continuer à contribuer à leur travail.

LIQUIDATION DE FAILLITE

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!
(Ce n'est pas un encan.)

Rabais de 80 %
DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés). Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!

21 avril

Heures | Lundi 21 avril: 11 h à 17 h
d'ouverture: |

4150, boul. Poirier, Saint-Laurent (angle boul. Thimens)

VISA MasterCard AMERICAN EXPRESS

Résultats des tirages du : 2014-04-20

Lotto 6/49 2 4 1 5 3 6 2 6

Lotto 4/50 3 4 9 9 D

Banco 01 02 14 22 26 27 31 32 34 37
38 41 44 47 55 58 59 62 64 65

Astro Jour - Mois - Année - Signe
29 SEPTEMBRE 25 VERSEAU

Quintémié 3 168
4 1309

Triplex 07 11
21 31 37

Extra 8398917

MISE O-JEU Vivez le sport plus intensément avec Mise-o-jeu.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

PROMOTION

UN DOSSIER SUR LA **SANTÉ DENTAIRE**

À lire ce mardi dans La Presse

Sida Campagne auprès des communautés

Une campagne de prévention du sida vient d'être lancée à l'intention spécifique des Québécois issus des communautés africaines, caribéennes et hispanophones. La campagne initiée par l'organisme COCQ-SIDA, qui se déploiera à travers le réseau de la Société de transport de Montréal, ainsi qu'à travers différentes émissions radiophoniques, renvoie à un site web traduit en anglais et en espagnol: sefairedépister.ca. L'organisme rappelle que le quart des personnes infectées par le virus ignorent qu'elles le sont.

— La Presse Canadienne



PHOTO AFP

Viatcheslav Ponomarev (à droite), maire autoproclamé de Slaviansk

EST DE L'UKRAINE

Demande de renforts à Poutine

AGENCE FRANCE-PRESSE

SLAVIANSK — Le maire auto-proclamé de la ville ukrainienne de Slaviansk, contrôlée par les séparatistes prorusses, a demandé hier à Vladimir Poutine d'envoyer des troupes ou de livrer des armes pour protéger la population locale après une fusillade meurtrière le jour de Pâques.

Les craintes d'une intervention de la Russie, qui a reconnu avoir massé des troupes à la frontière, ont encore monté d'un cran avec cette annonce, qui rappelle l'appel des dirigeants de la Crimée au président russe avant le référendum ayant conduit à son rattachement à la Russie.

« Nous vous demandons d'étudier au plus vite la possibilité d'envoyer des forces de maintien de la paix pour défendre la population contre les fascistes », a déclaré Viatcheslav Ponomarev, casquette et chandail noirs, s'adressant directement à Vladimir Poutine lors d'une conférence de presse à Slaviansk, dans l'est de l'Ukraine.

Si cette option n'est pas envisageable, « livrez-nous des armes », a-t-il déclaré ensuite, après avoir décrété un couvre-feu dans la ville totalement contrôlée par les insurgés depuis plus d'une semaine.

De son côté, le premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk a demandé le soutien économique des Occidentaux pour moderniser l'armée ukrainienne.

Dans un entretien pour la chaîne de télévision américaine NBC diffusé hier aux États-Unis, M. Iatseniouk a accusé la Russie de « saper la stabilité internationale ». « Le monde a des raisons de s'inquiéter des intentions de Poutine », a-t-il lancé.

Selon M. Ponomarev, la fusillade, qui a provoqué l'indignation de Moscou, a fait cinq morts, trois militants prorusses et deux assaillants, près d'un barrage érigé par des insurgés dans le village de Bilbasivka, à l'ouest de Slaviansk.

Appel du pape

Cette montée de la tension, le jour de Pâques et à la veille de l'arrivée du vice-président américain Joe Biden à Kiev, jette une ombre sur l'espoir né de l'accord conclu à la surprise générale à Genève entre Russes, Ukrainiens et Occidentaux en vue d'une désescalade dans la crise ukrainienne.

Le pape François a demandé dans son message pascal « des initiatives de pacification » à « toutes les parties intéressées » dans la crise ukrainienne.

L'est de l'Ukraine est en proie depuis début avril à une insurrection armée prorusse après l'occupation et le rattachement à la Russie, en mars, de la péninsule de la Crimée.

Le Kremlin, qui a massé selon l'OTAN près de 40 000 soldats à la frontière de l'Ukraine, dément tout projet d'invasion dans l'est. Mais Vladimir Poutine, qui a le feu vert du Parlement russe pour l'envoi de troupes en Ukraine, a promis d'assurer « à tout prix » la protection des russophones dans l'ex-URSS.

À Slaviansk, la mairie, la police et le siège local des services secrets sont passés il y a plus d'une semaine sous le contrôle d'insurgés prorusses.

Tout comme les rebelles de Donetsk, qui occupent l'administration régionale, les militants de Slaviansk font fi de l'accord de Genève qui prévoit leur désarmement et l'évacuation des bâtiments publics.

CORÉE DU SUD

Le naufrage « équivalent à un meurtre », dit la présidente

ASSOCIATED PRESS ET AGENCE FRANCE-PRESSE

SÉOUL — La présidente de Corée du Sud, Park Geun-Hye estime que les actes du capitaine et de l'équipage du ferry qui a sombré la semaine dernière avec des centaines de personnes à bord étaient « équivalents à un meurtre ».

« Les actes du capitaine et de certains membres de l'équipage sont totalement incompréhensibles, inacceptables et équivalents à un meurtre », a déclaré le chef d'État lors d'une réunion avec de hauts responsables politiques.

La confusion et l'indécision régnaient à bord du traversier sud-coréen qui a coulé, et ce bien après qu'il eut commencé à gîter, révèle des transmissions radio dévoilées hier, laissant croire que la situation chaotique ait pu faire gonfler le bilan qui pourrait dépasser les 300 victimes.

Trente minutes après que le navire eut commencé à gîter, un membre de l'équipage a demandé à un contrôleur du trafic maritime si les passagers seraient secourus s'ils abandonnaient le navire au large de la côte méridionale du pays. Ce membre de l'équipage a posé la



PHOTO LEE JIN-MAN, ASSOCIATED PRESS

Des proches des passagers du Sewol, le traversier qui a coulé mercredi dernier en Corée du Sud, regardent la mer à Jindo. Le bilan final de la tragédie pourrait dépasser les 300 victimes.

question à trois reprises. Cela faisait suite à plusieurs déclarations venant du traversier selon lesquelles les passagers ne pouvaient pas se déplacer, et à une autre voulant qu'il ait été « impossible de diffuser » des instructions.

Ordre du capitaine

Plusieurs personnes ont respecté l'ordre initial du capitaine et sont demeurées sous le pont, où l'on craint qu'elles soient

toujours coincées. Soixante et un corps ont été récupérés, et environ 240 personnes manquent toujours à l'appel.

Après plusieurs échanges entre le centre de contrôle maritime de Jindo et l'équipage, l'un voulant que les passagers passent des gilets de sauvetage, l'autre demandant s'ils seraient secourus immédiatement, le traversier a coulé avec 476 personnes à bord, dont bon

nombre d'élèves d'une école secondaire.

La cause de l'incident demeure inconnue, mais des procureurs ont souligné que le navire avait effectué un virage serré avant de commencer à gîter. Plusieurs membres de l'équipage, dont le capitaine, ont été arrêtés sous suspicion de négligence et d'avoir abandonné les passagers.

Arrestations

Plus de 170 personnes ont survécu au naufrage. Le capitaine a pris plus de 30 minutes avant de donner un ordre d'évacuation, que plusieurs passagers disent n'avoir jamais entendu. Le bilan des victimes confirmées a grandement augmenté au cours de la fin de semaine, après que des plongeurs eurent finalement découvert une façon d'entrer dans le navire et trouvé rapidement une dizaine de corps.

Le capitaine du bateau, qui n'était pas aux commandes du navire au moment de la tragédie, et deux membres de l'équipage ont été arrêtés. Lee Joon-seok, le capitaine âgé de 68 ans, est accusé d'avoir abandonné des gens qui avaient besoin d'aide et de secours. Il aurait quitté le traversier avant les passagers.

*À la location de la Legacy 2014 (EAT-BP), à transmission manuelle, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix, vente selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droits sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut louer ou vendre à un prix moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCCO. Δ Cote de consommation d'essence établie par Ressources Naturelles Canada de 6,1/100 km (route) pour la Legacy 2014 équipée de la transmission automatique à variation continue et dotée d'un réservoir d'essence d'une capacité de 70 litres. Les données de consommation de carburant devraient être utilisées à seule fin de comparer des véhicules. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. *Pour évaluer la résistance aux impacts, l'IHS attribue à chaque véhicule une cote « bonne », « moyenne » ou « faible » selon sa performance dans cinq essais. Pour recevoir la mention Meilleur choix sécurité + 2014, un véhicule doit obtenir une cote « bonne » aux essais de collision frontale à chevauchement modéré et de collision latérale, aux essais de résistance de toit et d'efficacité des appuie-tête ainsi qu'une cote « bonne » ou « acceptable » à l'essai de collision frontale à faible chevauchement. Les véhicules doivent aussi offrir, en équipement optionnel, un système d'aide à la conduite automatique (Subaru Eyesight®) en plus d'obtenir une évaluation « de base », « avancée » ou « supérieure » en matière de prévention des collisions frontales. Pour plus d'informations sur ces offres, rendez-vous au www.ihs.org. Pour plus de détails, consultez votre concessionnaire Subaru participant. Photos) à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques peuvent changer sans préavis. Offres valables jusqu'au 30 avril 2014.

L'événement BEAU TEMPS MAUVAIS TEMPS



LEGACY	2014	• Comptant exigé : 769,66\$ (taxes en sus) ou échange équivalent • Montant total exigé avant le début de location : 1 234,45 \$ (taxes incluses)
Location à partir de 289\$* Taxes en sus	/mois 48 MOIS	CONSUMMATION D'ESSENCE (l/100 km) ^Δ • Transmission automatique (CVT) - Ville 8,4 / Route 6,1 • Transmission manuelle (6MT) - Ville 9,9 / Route 6,9 Indice d'octane recommandé : 87 - Données estimatives

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité

km alloués : 20 000 km/année
km excédentaires : 0,10 \$/km

CARACTÉRISTIQUES OFFERTES

- TRACTION INTÉGRALE SYMÉTRIQUE À PRISE CONSTANTE, DE SÉRIE
- Moteur BOXER SUBARU à 4 cylindres opposés horizontalement, 2,5 litres, 173 chevaux, de série
- Transmission manuelle à 6 rapports (6MT), de série ou Transmission CVT Lineartronic® (transmission à variation continue) avec mode manuel et palettes de changement de vitesse, en option
- Système mains libres Bluetooth® à activation vocale, de série
- Système perfectionné d'aide à la conduite EyeSight®, en option
- Volant télescopique inclinable avec commandes de régulateur de vitesse intégrées, de série
- Toit ouvrant vitré électrique coulissant, en option

MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ+*

2014 IIHS TOP SAFETY PICK+

Legacy 2014 (avec système Eyesight® en option)

PZEV
PARTIAL ZERO EMISSION VEHICLE
VÉHICULE À ÉMISSIONS QUASI NULLES

Legacy offerte en version PZEV
Optez pour la technologie PZEV, la solution écologique abordable et sans compromis.



Association des concessionnaires Subaru du Québec | quebecsubaru.ca

JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU	SUBARU DE LAVAL LAVAL	SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY	SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND	SUBARU SAINTE-JULIE SAINTE-JULIE	SUBARU GRANBY GRANBY
SUBARU-MONTRÉAL MONTRÉAL	SUBARU BROSSARD BROSSARD	SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	SUBARU DES SOURCES DORVAL	JOLIETTE SUBARU JOLIETTE	LACHUTE SUBARU LACHUTE	

MONDE

L'histoire de Hurricane prend fin

L'ex-boxeur Rubin Carter, victime d'une erreur judiciaire, est mort

CHANTAL VALERY
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Symbole des erreurs judiciaires après avoir été incarcéré à tort pendant 19 ans, l'ex-boxeur américain Rubin Hurricane Carter, dont l'histoire avait été chantée par Bob Dylan et portée au cinéma par Denzel Washington, est mort hier d'un cancer.

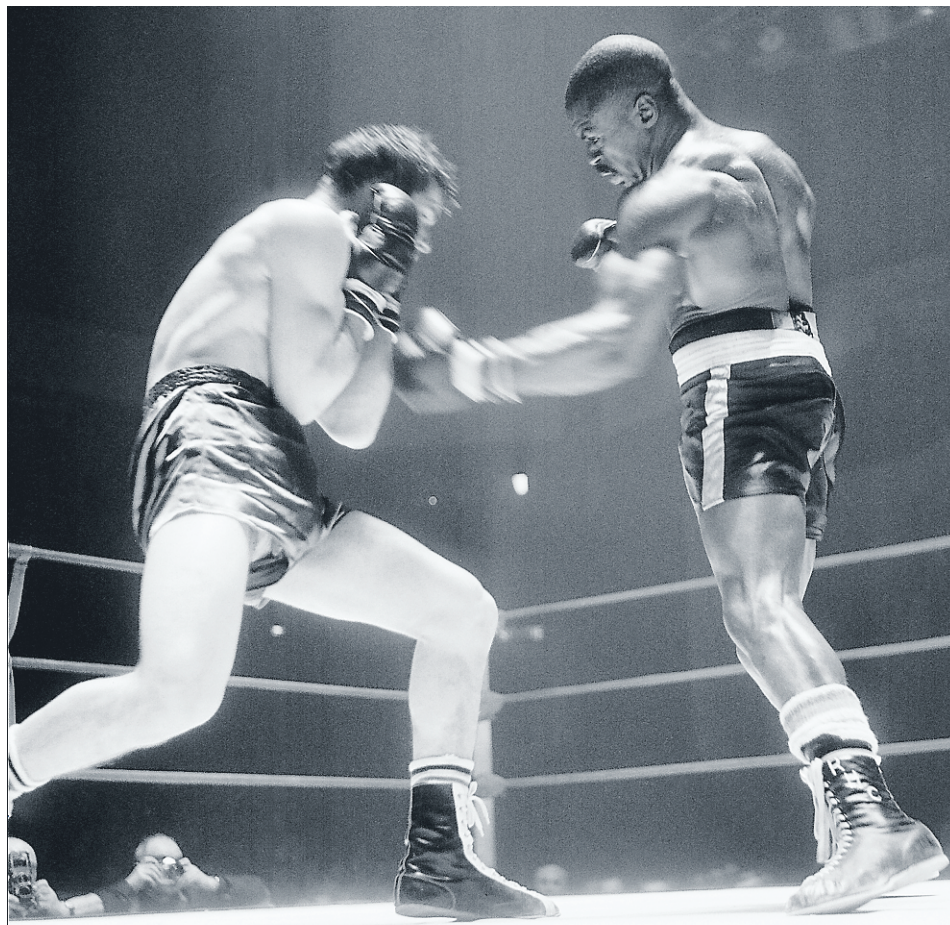
« Here comes the story of the Hurricane... », entonne Bob Dylan dans le refrain de sa chanson : « Voici l'histoire de Hurricane, l'homme que les autorités ont blâmé pour un crime qu'il n'avait jamais commis, puis mis dans une cellule. Mais un jour, il aurait pu être le champion du monde ».

Le texte coécrit en 1975 par Dylan et Jacques Levy raconte la vie de cet ancien champion de boxe noir américain, affublé pendant sa courte carrière sportive du surnom « Hurricane » (ouragan), avant d'être enfermé pendant 19 ans dans une prison du New Jersey pour le meurtre de trois Blancs, dont il a ensuite été totalement innocenté.

« Repose en paix, Rubin, ton combat est achevé mais ne sera pas oublié », a réagi sur son site l'association de défense des victimes d'erreurs judiciaires (AIDWYC), dont Hurricane Carter a été le directeur de 1993 à 2005.

L'ancien prisonnier, qui souffrait d'un cancer de la prostate, s'est éteint à l'âge de 76 ans, « dans son sommeil » dans sa maison de Toronto, a précisé à des médias son ami John Artis, qui avait été condamné avec lui et l'avait accompagné pendant sa maladie.

Malgré ses dénégations, Rubin Carter avait été reconnu coupable par deux fois, en 1967 et en 1976, pour le meurtre de trois Blancs dans un



L'ex-boxeur Rubin Hurricane Carter (à droite), qui a passé 19 ans derrière les barreaux pour un crime qu'il n'a pas commis, est mort hier à 76 ans.

bar du New Jersey en 1966. Un jury exclusivement blanc avait prononcé la peine de 30 ans de prison, tandis que son coaccusé, lui aussi noir, était condamné à 15 ans.

« J'ai vécu en enfer »

« Tous les dés étaient pipés, le procès était un cirque, il n'avait aucune chance », poursuit Bob Dylan dans

sa chanson *Hurricane*, dont il avait découvert l'histoire dans son autobiographie, *Le 16^e round*, parue en 1976, et qu'il avait ensuite rencontré en prison. « Maintenant, un homme innocent vit l'enfer, c'est l'histoire de Hurricane, mais elle ne s'achèvera pas tant que son nom ne sera pas blanchi, et tant qu'on ne lui rendra pas le temps perdu ».

La chanson est sortie 10 ans avant la libération de l'ancien boxeur poids moyen, qui avait remporté 27 victoires, notamment au Madison Square Garden de New York, à Paris ou encore à Londres, mais dont la carrière sportive avait pris fin brutalement avec son arrestation.

Après 19 ans derrière les barreaux, Carter avait été libéré en 1985, sur injonction d'un juge fédéral, qui avait annulé la peine de prison, l'estimant « marquée par le racisme plutôt que par la raison et par les dissimulations plutôt que par les révélations ».

Plus tard, son histoire avait également inspiré le réalisateur Norman Jewison, dont le film *Hurricane Carter* en 1999 avait valu à Denzel Washington le Golden Globe du meilleur acteur et une nomination aux Oscars. Joni Mitchell et Mohamed Ali avaient également soutenu sa cause.

Militant

À sa sortie de prison, Rubin Carter avait logiquement milité contre les erreurs judiciaires, créant une association et se battant en particulier pour la libération de David McCallum, un Noir new-yorkais incarcéré depuis 1985 pour meurtre.

Dans une tribune publiée le 21 février dernier dans le *New York Daily News*, intitulée « L'ultime vœu de Hurricane Carter », il réclamait une nouvelle audience pour le condamné, estimant que le verdict avait été, comme dans son cas, entaché de racisme.

« Je serais très surpris de trouver le paradis après cette vie », écrivait-il, « mais pendant mes années sur cette planète, j'ai vécu en enfer pendant les 49 premières années, puis au paradis pendant les 28 dernières ». Car « vivre dans un monde où la vérité compte et la justice est rendue, même tardivement, ce monde serait un paradis suffisant pour nous tous ».

Une association très active

Quatre cas d'erreurs judiciaires dans lesquels l'association fondée par Rubin Carter est intervenue pour obtenir une libération.

Guy Paul Morin

L'histoire de Guy Paul Morin est ce qui a mené à la création de l'Association in Defence of the Wrongly Convicted. En avril 1985, les policiers l'ont soupçonné d'avoir tué Christine Jessop, une fillette de 9 ans violée et assassinée en 1984. Morin vivait alors chez ses parents, voisins de la famille Jessop. Les policiers ont retrouvé dans sa voiture des cheveux de la victime, mais d'autres preuves permettaient de le blanchir de

tout soupçon. Après un premier procès, où il a été reconnu non coupable, Morin a été jugé coupable en 1992 lors d'un second procès. Il a passé 18 mois en prison, avant d'être innocenté en raison de nouveaux éléments de preuve. Il a reçu 1,25 million de dollars en compensation pour cette erreur judiciaire.

David Milgaard

David Milgaard a été arrêté à l'âge de 16 ans, puis condamné un an plus tard, en janvier 1970, pour le meurtre de Gail Miller, une infirmière qui a été violée puis tuée alors qu'elle se rendait à son travail. Les enquêteurs et les procureurs se sont fiés aux témoignages de ses amis, qui l'avaient

faussement accusé. Au total, Milgaard a passé 23 ans derrière les barreaux. Le gouvernement de la Saskatchewan lui a remis 10 millions en compensation pour cette erreur judiciaire. Le véritable coupable, Larry Fisher, a été condamné pour le meurtre de l'infirmière en novembre 1999.

Steven Truscott

Alors qu'il n'avait que 14 ans, Steven Truscott a été condamné à la pendaison pour le meurtre d'une compagne de classe, Lynne Harper. En juin 1959, on l'a vu partir à vélo avec la jeune fille, qui a été retrouvée morte deux jours plus tard, dans un boisé. Sa peine a finalement été modifiée pour une peine de prison à vie

après l'intervention du gouverneur général du Canada. Après 10 ans de pénitencier, en 1969, Truscott a été libéré sous condition. Ce n'est qu'en 1997 que l'Association in Defence of the Wrongly Convicted s'est intéressée à son cas et a réussi à prouver qu'il avait été faussement accusé du meurtre. Après un long processus judiciaire, la Cour d'appel de l'Ontario a finalement conclu qu'il y avait eu erreur judiciaire. Le gouvernement lui a octroyé 6,5 millions en compensation.

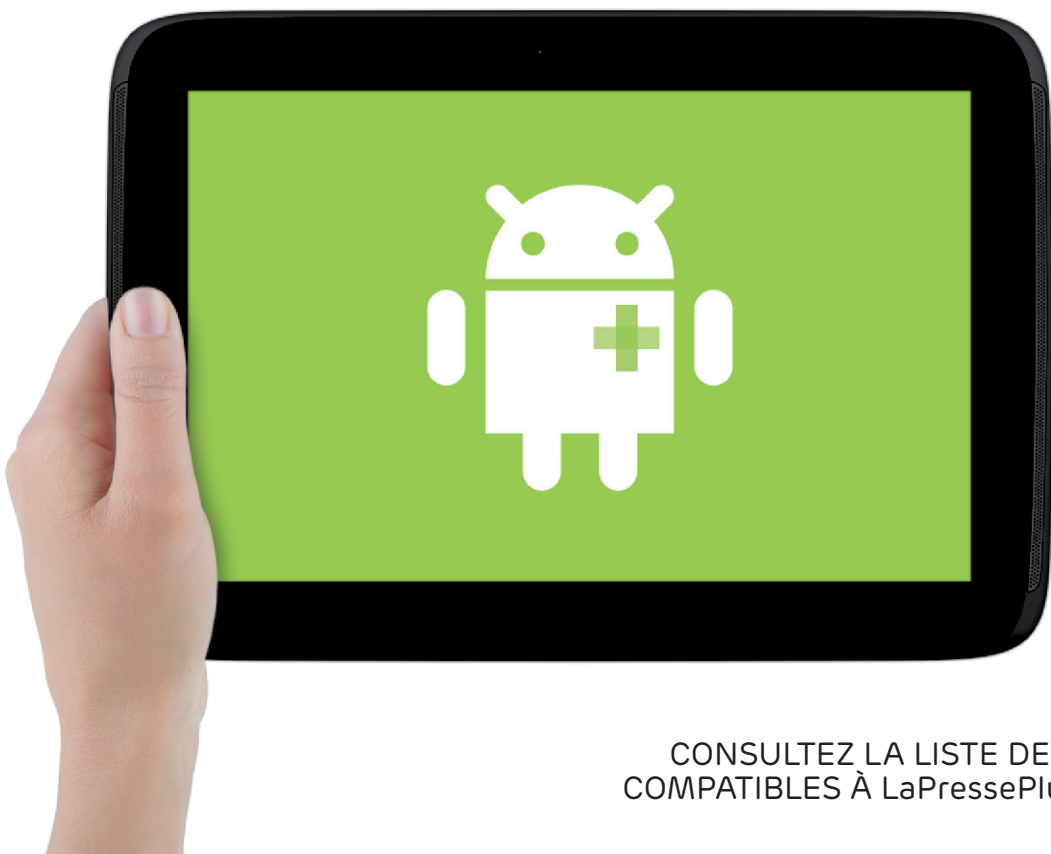
Romeo Phillion

En 1967, Romeo Phillion a été soupçonné du meurtre d'un pompier d'Ottawa, Leopold Roy. Les policiers l'ont toutefois relâché

sans porter d'accusation. De nouveau arrêté en janvier 1972, il a avoué à un enquêteur qu'il était le meurtrier de Leopold Roy. En novembre 1972, un jury l'a reconnu coupable de ce meurtre, même si ses avocats plaidaient que leur client souffrait d'un grave problème de la personnalité qui le menait à mentir pour se sentir important. Phillion a passé 31 ans en prison, jusqu'à ce que l'Association in Defence of the Wrongly Convicted s'intéresse à son cas. Il avait alors reçu un rapport d'enquête, qui datait de l'époque du meurtre et qui confirmait qu'il avait un alibi. En août 2006, la Cour d'appel a exigé un nouveau procès, mais la Couronne a retiré les accusations. Il a été innocenté le jour de son 71^e anniversaire.

— Hugo Pilon-Larose

LA PRESSE+
SUR TABLETTES
ANDROID
DÈS MERCREDI



CONSULTEZ LA LISTE DES TABLETTES
COMPATIBLES À LaPressePlus.ca/android



LE TOUR DU GLOBE

Algérie
Quatorze soldats tués dans une embuscade

Des insurgés islamistes ont tendu une embuscade à un convoi militaire algérien dans une région montagneuse du pays, tuant au moins 14 soldats, ont annoncé hier des sources proches des services de sécurité. L'assaut, survenu près du village d'Iboudraren deux jours après l'élection présidentielle, a débuté samedi soir alors qu'un détachement de l'armée est rentré dans sa base de Tizi Ouzou, capitale de la région montagneuse de la Kabylie, selon une déclaration ministérielle reprise par l'agence officielle APS. — AFP

Palestine
La dissolution de l'Autorité évoquée

Les Palestiniens n'excluent pas de dissoudre l'Autorité palestinienne en cas d'échec des négociations avec Israël, a averti hier un haut responsable palestinien, alors que le processus de paix semble moribond. Les négociateurs palestiniens ont fait savoir au médiateur américain Martin Indyk que les Palestiniens pourraient décider de démanteler l'Autorité dirigée par le président Mahmoud Abbas afin de faire porter à Israël la responsabilité de la gestion de leur territoire en tant que puissance. — AFP



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Yémen
Des attaques de drones font plus de 40 morts

Al-Qaïda au Yémen a subi coup sur coup samedi et hier deux attaques de drones américains, qui ont fait plus de 40 morts parmi ses combattants, après la diffusion d'une vidéo dans laquelle son chef promettait de poursuivre la guerre contre l'Occident. Dix membres du réseau extrémiste ont péri samedi dans une première attaque, puis plus de trente hier lors d'un raid dans la province de Abyane, dans le sud du pays, d'après un responsable tribal. Cette dernière attaque visait un camp d'entraînement, qui a été touché par « plusieurs missiles ». — AFP

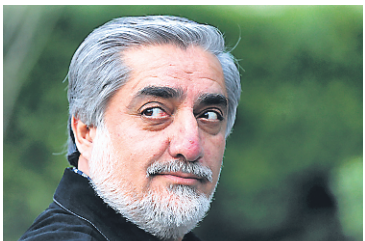


PHOTO REUTERS

Afghanistan
Abdullah en avance au premier tour

L'ex-chef de la diplomatie Abdullah Abdullah devance son rival Ashraf Ghani, ancien économiste de la Banque mondiale, de 11 points à l'élection présidentielle du 5 avril en Afghanistan après le comptage de la moitié des bulletins de vote, a annoncé hier la Commission électorale indépendante (IEC). Selon les résultats partiels, Abdullah Abdullah totalise 44,4% des voix contre 33,2% pour Ashraf Ghani, les deux candidats en tête de ce scrutin où figuraient huit candidats à la succession du président Hamid Karzaï. Un second tour sera vraisemblablement nécessaire, prévu pour le 28 mai, si aucun des candidats ne totalise plus de 50% des voix. — AFP

LE PAPE FRANÇOIS RASSEMBLE 150 000 FIDÈLES POUR LA MESSE DE PÂQUES



PHOTO REUTERS

Le pape François a célébré la messe de Pâques, hier, sur la place Saint-Pierre de Rome. Il a prié pour la paix en Ukraine et en Syrie, en plus de plaider pour la fin des attaques terroristes contre des chrétiens au Nigeria. Par un soleil resplendissant, plus de 150 000 fidèles de tous âges ont assisté à la cérémonie, présidée par le Saint-Père à un autel mis en place sous une voûte sur les marches de la basilique Saint-Pierre. Il s'agissait de la deuxième messe de Pâques célébrée par le pape François lors de son pontificat. Conformément à la tradition, le souverain pontife a par la suite accordé sa bénédiction *Urbi et orbi*. — Associated Press

FIT DX 2014 | **67\$***
EN LOCATION | **0\$**
Aux deux semaines pendant 60 mois
24 000 km/année
Transport et préparation inclus | Comptant

EN LOCATION
CIVIC DX 2014

0\$ | **85\$***
Comptant | Aux deux semaines pendant 60 mois
24 000 km/année
Transport et préparation inclus

CR-V LX 2RM 2014 | **135\$***
EN LOCATION | **0\$**
Aux deux semaines pendant 60 mois
24 000 km/année
Transport, préparation et taxe A/C inclus | Comptant

Un avantage numérique redoutable sur la route!

HONDA

FAITES UN ESSAI ROUTIER DÈS AUJOURD'HUI CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE HONDA | HONDAQUEBEC.CA

L'offre de location-bail aux deux semaines pour une période de 60 mois pour un total de 130 paiements est offerte par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline DX manuelle 2014 neuve (modèle FB2E2EX) / Fit DX manuelle 2014 neuve (modèle GE8G2EEX) / CR-V LX 2 roues motrices 2014 neuve (modèle RM3H3EES). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 495 \$ / 1 495 \$ / 1 695 \$ inclus et taxe sur le climatiseur de 100 \$ incluse (lorsque applicable). Les frais d'enregistrement auprès du RDPRM et les frais d'agent pour l'inscription (jusqu'à 48 \$ au total) ne sont pas inclus. Comme le premier paiement périodique, ils sont dus à la livraison du véhicule. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Offre valide seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le constructeur et valide sur les véhicules neufs en inventaire. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

SYRIE



PHOTO GONZALO FUENTES, REUTERS

Le président français François Hollande en compagnie des quatre ex-otages français: de gauche à droite, Didier François, Édouard Elias, Nicolas Hénin (avec ses enfants) et Pierre Torres.

Libres, mais à quel prix ?



MICHÈLE
OUIMET
CHRONIQUE

PARIS

Is sont sortis de l'hélicoptère le visage pâle, les traits tirés, mais souriants. Le président François Hollande les a accueillis sur le tarmac. Derrière lui, les familles patientaient.

À une cinquantaine de mètres, des dizaines de journalistes se pressaient contre les barrières de métal qui bloquaient l'accès au tarmac. Pendant que les ex-otages tombaient dans les bras de leurs proches, un silence ému enveloppait la horde de journalistes. Seul le cliquetis des caméras qui mitraillaient la scène brisait le silence de ce petit matin frisquet.

Didier François, 53 ans, l'aîné du groupe d'ex-otages, est un habitué des terrains de guerre: Bosnie, Tchétchénie, Irak. Nicolas Hénin, 38 ans, est un passionné du Moyen-Orient. Il parle arabe et il allait en Syrie pour la cinquième fois lorsqu'il a été kidnappé. Les deux photographes, Édouard Elias, 23 ans, et Pierre Torres, 29 ans, sont des pigistes aguerris malgré leur jeune âge.

François Hollande s'est approché du micro planté sur le tarmac. Près de lui, les ex-otages. Nicolas Hénin tenait son bébé dans ses bras pendant que sa petite fille, collée sur lui, ne le lâchait pas d'une semelle.

Hollande s'est contenté de dire qu'il était fier de la France. Pas un mot sur

les négociations avec les ravisseurs.

Un seul ex-otage a pris la parole, Didier François. « C'était long, mais on n'a jamais douté, a-t-il dit. Ce qui nous a touchés, c'est cette mobilisation, cet élan de générosité. Il y a quelque chose de fort. Les Français sont formidables. » Puis il s'est tu. Il y avait trop de larmes dans sa voix.

Nicolas Hénin s'est arrêté quelques secondes près des journalistes qui lui ont arraché de rares confidences.

« Je suis débordé par l'émotion, a-t-il presque chuchoté. — Et vos conditions de détention ?

— Pas toujours faciles. — Vous avez souvent changé de lieu ?

— Il y a eu pas mal de déplacements. On était plongés dans le chaos syrien, avec tout ce que ça veut dire.

— Vous avez été bien traités ? — Pas toujours. »

Il est parti rejoindre ses anciens compagnons de geôle qui l'attendaient dans un pavillon attenant avec les familles, François Hollande et quelques journalistes triés sur le volet.

Le président de Reporters sans frontières, Christophe Deloire, faisait partie des rares privilégiés qui ont trinqué avec les ex-otages et le président Hollande.

« Ils rigolent, ils boivent des cocktails, a-t-il raconté. Le président Hollande passe d'un groupe à l'autre. Tout le monde blague. »

Qui a mené les négociations pour libérer les otages ?

« En France, c'est l'État qui négocie avec les ravisseurs, a-t-il répondu. Pas le privé ni les employeurs. La France s'occupe de ses otages. »

Hier, personne n'avait envie de parler du prix payé aux ravisseurs.

La France a-t-elle payé? Le président Hollande a été catégorique. « L'État ne paie pas de rançon, a-t-il martelé. C'est un principe très important pour que les preneurs d'otages ne puissent être tentés d'en ravir d'autres. »

Pas d'argent, mais des négociations. Et quand on négocie, on donne. Qu'a donné la France? Des armes? Un échange de prisonniers?

C'est l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) qui a enlevé les journalistes. Leurs combattants ne sont pas des enfants de chœur. Dans la mouvance djihadiste qui se bat

et des Européens qui sont partis faire le djihad en Syrie ».

Les journalistes français qui couvrent les zones de guerre sont plus à risque. Ils représentent une proie de choix pour les criminels et autres groupes terroristes qui savent que la France négocie.

Mais si la France fermait la porte à toute discussion, ne sacrifierait-elle pas ses journalistes qui risquent leur vie pour informer le public?

Il n'existe pas de réponses faciles.

■ ■ ■

Étienne Gernelle, le directeur du *Point* qui a dépêché Nicolas Hénin en Syrie, réfléchissait à voix haute devant une poignée de journalistes.

Ce jeune patron de 37 ans porte tout le poids du kidnapping d'Hénin sur ses épaules. Il répondait aux questions sans avoir peur d'étaler ses états d'âme.

« C'était la première fois que j'étais confronté à un kidnapping, a-t-il dit. Ça

Si la France fermait la porte à toute discussion, ne sacrifierait-elle pas ses journalistes qui risquent leur vie pour informer le public ?

en Syrie, l'EIL a une réputation sinistre. C'est le groupe le plus radical. Il est reconnu pour ses exécutions sur la place publique, ses prises d'otages et ses décapitations.

Autre fait troublant, certains ravisseurs parlaient français. Selon le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, « il y a malheureusement des Français, des Belges

m'a fait un choc. Je me suis demandé si je n'avais pas fait une connerie.

— Allez-vous envoyer d'autres journalistes en Syrie? — Pour l'instant, on fait une pause. Mais ça ne veut pas dire qu'on n'enverra plus personne. Est-ce qu'il faut aller en Syrie à tout prix? Je ne crois pas. Il n'y a pas de règles claires. Il faut réfléchir. »

EN CHIFFRES

9

Nombre de journalistes étrangers, en plus des 20 journalistes syriens, qui sont détenus par les djihadistes.

40

Nombre de journalistes étrangers et de blogueurs qui sont entre les mains du régime de Bachar al-Assad.

■ ■ ■

La première fois que je suis allée en Syrie, j'ai contacté Nicolas Hénin sur Facebook. Il ne me connaissait pas. Je n'étais qu'une obscure journaliste canadienne qui cherchait un moyen d'entrer en Syrie. Il m'a donné son numéro de téléphone cellulaire et nous avons parlé pendant une trentaine de minutes. Il m'a indiqué la route à suivre et il m'a donné des trucs et des conseils.

J'avais aussi joint le journaliste américain James Foley sur Facebook. Un vétéran de 39 ans qui sillonne les terrains dangereux. Lui aussi a fait preuve d'une grande générosité.

Foley a été kidnappé en Syrie en novembre 2012. Il est probablement détenu par le régime de Bachar al-Assad.

Est-ce que les Américains déploient les mêmes efforts que les Français pour sortir leurs journalistes des griffes des ravisseurs?

James Foley est peut-être en train de se poser la question.

ASSAD CÉLÈBRE PÂQUES DANS LA CITÉ DE MAALLOULA

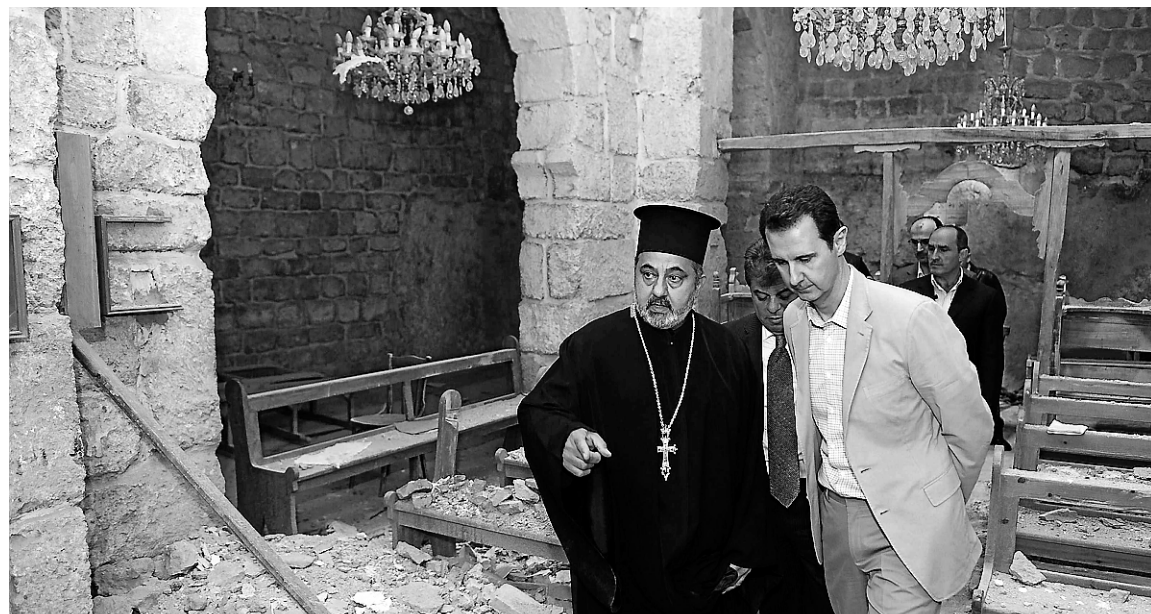


PHOTO FOURNIE PAR SANA, VIA REUTERS

Le président Bashar al-Assad s'est rendu hier dans la cité chrétienne de Maaloula, récemment reprise par l'armée syrienne, à l'occasion de la fête de Pâques. Lors de son déplacement-surprise à Maaloula, M. Assad s'est notamment rendu au monastère de Mar Sarkis (Saint-Serge) et « a inspecté les destructions occasionnées par les terroristes », selon la télévision officielle, qui a diffusé des images de cette visite. Le régime assimile les rebelles à des « terroristes ». — AFP

Confidences de Nicolas Hénin Faim, froid et maltraitance

Ce dont les journalistes otages en Syrie ont « le plus souffert », du moins pendant la première partie de leur détention aux mains de djihadistes, « c'est du manque de nourriture », a confié hier l'un des otages, Nicolas Hénin. Interrogé par la chaîne Arte, sur laquelle il avait avant sa capture régulièrement diffusé des reportages, Nicolas Hénin a ajouté: « Heureusement, on nous a donné au cours des derniers mois de quoi nous remplir. Le froid a aussi été un obstacle. « J'ai gardé les habits avec lesquels j'ai été capturé le 22 juin jusqu'au 23 décembre. » Le journaliste dit avoir subi « un peu de maltraitance physique, mais cela, tous les prisonniers syriens y passent. La Syrie a toujours été un grand centre mondial de la

torture ». « Chaque fois qu'on nous changeait de lieu de détention, ils nous disaient qu'ils allaient nous libérer pour qu'on se tienne tranquille pendant le transport. De toute façon, on se tenait tranquille, on était attachés », a-t-il ajouté. Il a toutefois précisé avoir toujours gardé confiance: « Régulièrement, ils venaient chercher des preuves de vie, faire des vidéos de nous ou nous poser des questions secrètes, qui venaient de nos familles, et c'était extrêmement réconfortant ». Il a enfin indiqué qu'après avoir réussi, au troisième jour de sa détention, à fausser compagnie à ses geôliers et à s'éloigner d'une dizaine de kilomètres avant d'être repris, il avait décidé de ne plus rien tenter. « S'ils me butent, ce sera leur décision », a-t-il dit.

— Agence France-Presse

Jeb Bush le mal-aimé



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

Tout comme Hillary Clinton, Jeb Bush réfléchit ces jours-ci à l'opportunité d'une campagne présidentielle qui ramènerait le nom de sa famille à la Maison-Blanche. Là s'arrêtent les comparaisons.

Selon toutes les indications, la grande majorité des militants et bonzes du Parti démocrate appuierait une candidature de l'ancienne secrétaire d'État américaine et femme du 42^e président. De son côté, l'ancien gouverneur de Floride peut certes compter sur le soutien de plusieurs donateurs, stratèges et dirigeants républicains, qui sont à la recherche d'un candidat modéré susceptible d'arracher aux démocrates la présidence.

Immigration et éducation

Mais plusieurs militants républicains manifestent une certaine hostilité à l'égard du fils du 41^e président et du frère du 43^e. Et ce dernier ne semble pas craindre de confirmer leur suspicion en adoptant des positions qui leur sont inacceptables, notamment sur l'immigration et l'éducation.

Jeb Bush ne serait évidemment pas le premier candidat présidentiel que l'establishment du Parti républicain parviendrait à imposer à sa base. John McCain et Mitt Romney sont les derniers en lice. Mais ils ont tous les deux dû renier certaines de leurs positions, sur l'immigration et la santé, entre autres, afin de plaire aux militants conservateurs.

Jeb Bush semble vouloir adopter une approche différente. Le mois dernier, il a choisi de défier les purs et durs de son



PHOTO M. SPENCER GREEN, ARCHIVES THE ASSOCIATED PRESS
Possible candidat républicain à la présidentielle de 2016, Jeb Bush (frère de George W. et fils de George) semble déplaire à la base de son parti qui le trouverait trop modéré, notamment en matière d'immigration et d'éducation.

parti en décrivant l'immigration illégale comme un «acte d'amour». Vous avez bien lu: un acte d'amour qui prouverait l'engagement des clandestins à l'égard de leurs proches.

«Cela ne devrait pas soulever la colère des gens que des personnes viennent dans ce pays

vœux une réforme du système de l'immigration américain qui ouvrirait la voie à la régularisation des quelque 11,5 millions de clandestins aux États-Unis.

Marié à une Mexicaine d'origine et parlant espagnol, Jeb Bush est un apôtre du rapprochement entre son parti et les

«un acte d'amour» plutôt qu'à un crime ou une violation pure et simple de la loi. Certains militants conservateurs ont même copieusement hué chacune des mentions de sa position sur l'immigration lors d'un rassemblement tenu au début du mois au New Hampshire. Jeb

Son discours du Texas aura surtout réussi à éloigner Jeb Bush de la base républicaine. Celle-ci a jeté les hauts cris après l'avoir entendu assimiler l'immigration illégale à «un acte d'amour» plutôt qu'à un crime ou une violation pure et simple de la loi.

pour subvenir aux besoins de leurs familles», a-t-il déclaré lors d'une rencontre publique à la Bibliothèque présidentielle de son père à Austin, au Texas.

«Ces personnes peuvent apporter une contribution à notre pays si nous nous organisons de meilleure façon», a-t-il ajouté en appelant de ses

Latinos, un électorat clé qui a boudé en masse les républicains lors des élections présidentielles de 2008 et 2012.

Mais son discours du Texas aura surtout réussi à éloigner Jeb Bush de la base républicaine. Celle-ci a jeté les hauts cris après l'avoir entendu assimiler l'immigration illégale à

Bush avait décliné de participer à cette rencontre organisée par un groupe conservateur, contrairement à Rand Paul, Ted Cruz et Mike Huckabee, entre autres candidats potentiels à la présidence qui ont la faveur de la base républicaine.

L'éducation est un autre dossier où Jeb Bush n'est pas

en phase avec les militants conservateurs, surtout ceux qui s'identifient à la mouvance du Tea Party. L'ancien gouverneur de Floride les prend à rebrousse-poil en défendant les nouveaux programmes scolaires communs adoptés par 44 des 50 États américains et le district de Columbia.

Baptisés *Common Core Standards*, ces programmes de mathématiques et d'anglais ont pour but de mettre les élèves américains à un niveau compétitif vis-à-vis du reste du monde.

Aux yeux des militants conservateurs, les nouvelles normes nationales n'ont pas seulement le malheur d'avoir l'appui de l'administration Obama. Elles constituent également, selon eux, un prélude à la mainmise du gouvernement fédéral sur l'éducation, ce que Jeb Bush est le premier à nier.

«L'idée que ce soit un programme fédéral est fausse», a-t-il dit récemment en faisant allusion à ces normes voulues à l'origine par l'Association nationale des gouverneurs. «Je ne me sens pas obligé d'aller me mettre à l'abri quand je pense que c'est la bonne chose à faire pour notre pays», a-t-il ajouté.

Questions sensibles

Mais jusqu'où un candidat républicain peut-il s'opposer ainsi à la base de son parti sur des questions aussi sensibles? S'il décide de briguer la présidence, Jeb Bush pourrait bien sûr apporter une réponse à cette question.

Mais son défi ne s'arrêterait pas là. Il devrait aussi faire oublier au moins deux décisions majeures qui entachent le nom de Bush aux yeux des militants conservateurs: le reniement de la promesse solennelle de son père de ne pas augmenter les impôts et le plan de 700 milliards de dollars mis en place par son frère pour venir en aide au système financier.

Bonne chance quand même, Jeb.

RESERVA
UNE NOUVELLE INITIATIVE DE TUANGO

OBTENEZ JUSQU'À **30% DE RABAIS**
SUR VOS RÉSERVATIONS DANS
LES MEILLEURS RESTOS

Gratuit. En ligne. Aucun coupon requis!

CONCOURS

RÉSERVEZ D'ICI LE 30 AVRIL ET COUREZ
LA CHANCE DE GAGNER VOTRE SOUPER.
(jusqu'à 150\$ par repas)

reserva.ca

tuango

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard et Alexandre Pratt > Directeurs principaux de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Marqués à vie



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

À vis à ceux qui considèrent encore l'intimidation comme un phénomène normal dans les relations entre enfants: les victimes en gardent des séquelles durant des dizaines d'années, montre une vaste étude parue en fin de semaine dans *l'American Journal of Psychiatry*.

«Les victimes d'intimidation, comme celles d'autres formes de mauvais traitements dans l'enfance, en ressentent les effets jusque dans la cinquantaine», soulignent les auteurs.

«Les victimes d'intimidation [...] en ressentent les effets jusque dans la cinquantaine.»

— Les auteurs d'une vaste étude

Leur recherche porte sur près de 8000 personnes nées en Angleterre, en Écosse et au pays de Galles en 1958. En analysant les données recueillies à divers moments de leur vie, les chercheurs ont constaté que ceux qui avaient été la cible d'intimidation entre l'âge de 7 et 11 ans présentaient des taux de détresse psychologique plus élevés dans les décennies suivantes. Ceux qui l'avaient été de façon occasionnelle présentaient un risque de dépression accru à 45 ans. Ceux qui l'avaient été fréquemment aussi, en plus d'être plus sujets aux troubles anxieux et aux pensées suicidaires. Rendus à 50 ans, ils étaient plus

susceptibles de vivre de l'isolement, d'être chômeurs ou d'avoir des revenus moindres et, faut-il s'en étonner, de considérer qu'ils avaient une piètre qualité de vie.

Que des enfants vivant du harcèlement à l'école soient anxieux ou dépressifs ne devrait surprendre personne. Mais on est frappé de voir de telles associations perdurer si longtemps après les faits. Cette étude apporte une contribution majeure à cet égard puisque les précédentes poussaient, au mieux, le suivi jusqu'au début de l'âge adulte. C'est aussi l'une des premières à montrer que l'intimidation peut se refléter dans la situation financière et sociale. Difficile, après cela, de considérer le phénomène comme banal et passager.

Il est davantage pris au sérieux aujourd'hui, mais il a fallu quelques suicides d'adolescents pour en arriver là. Et si l'on cherche à éviter de tels drames, les effets moins spectaculaires de l'intimidation, en particulier ceux à long terme, ne semblent pas inquiéter grand monde. Il le faudrait pourtant.

«D'autres études ont montré que les enfants exposés à de la violence courent un plus grand risque d'en être à nouveau victimes», rappellent les auteurs. L'intimidation, disent-ils, fonctionne peut-être de la même façon: en être victime à l'école amorcerait une dynamique qui suscitera d'autres abus de la part des pairs ou des adultes.

Quel que soit le mécanisme, ses effets sont désastreux. Et ils seront sans doute pires pour les enfants d'aujourd'hui que pour les sujets de l'étude, qui ont grandi dans les années 60. Dans notre monde hyper-connecté, l'intimidation peut prendre des formes plus vicieuses et plus envahissantes que jamais, et il ne suffit plus de changer d'école pour en effacer toute trace.

Le seul aspect positif, c'est que dans l'univers numérique, les harceleurs laissent des preuves impossibles à nier. On ne devrait pas hésiter à s'en servir.

OPINION

Les yeux grands fermés

OLIVIER FARMER

L'auteur est psychiatre au CHUM auprès de la clientèle itinérante.

L'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal vient d'annoncer la reprise d'une garde alternée en itinérance pour la santé mentale, mais avec seulement quatre établissements impliqués: le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), le Centre universitaire de santé McGill (CUSM), l'Hôpital général juif et l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Rappelons que depuis la fin de la garde alternée, début janvier dernier, le CHUM a reçu à lui seul deux tiers de la clientèle itinérante en besoin de soins, entraînant une augmentation de 25 % du volume d'activité à l'urgence psychiatrique du CHUM, déjà surchargée, et l'occupation de 40 % des lits d'hospitalisation en psychiatrie, ressources qui ne sont plus disponibles pour la clientèle non itinérante de l'établissement. Cette situation, loin d'être une surprise, avait été clairement prédite par les cliniciens du CHUM.

Avec ce nouveau fonctionnement, l'agence se dit confiante «que cette nouvelle pratique bénéficiera aux personnes itinérantes qui sont parmi les plus vulnérables lorsqu'elles sont aux prises avec un problème de santé mentale».

Un instant. On désigne quatre établissements plutôt que les huit auparavant responsables collectivement pour cette population, pour répondre aux besoins de santé de toute la clientèle itinérante à Montréal, sans effectuer la moindre redistribution de ressources, ni investir des sommes pour développer des services pour cette clientèle?

Comme la charge était également répartie entre les huit établissements dans le fonctionnement jusqu'au début janvier 2014 par le système de garde à la semaine, cela correspond ni plus

ni moins à une coupe de 50 % dans les ressources hospitalières réservées à la clientèle itinérante. Les ressources autrefois allouées aux soins de personnes itinérantes dans les quatre établissements maintenant exclus de la garde seront attribuées à d'autres fonctions, et les quatre établissements désignés devront composer avec l'augmentation de la charge en prenant les moyens du bord.

Une décision hâtive?

Une telle coupe de ressources pour cette clientèle, si elle est voulue, est un acte d'une indifférence inouïe envers les personnes les plus démunies, malades et marginalisées de la société. S'il s'agit d'un effet imprévu d'une décision hâtive et unilatérale, cela soulève de sérieuses questions sur le jugement des personnes responsables du dossier de l'itinérance à l'Agence.

Dans un article récent du *Devoir* («L'Agence de la santé de Montréal fait fausse route», 15 avril), les psychiatres de plusieurs des établissements touchés par la garde ont exprimé leurs préoccupations et inquiétudes devant ce nouveau fonctionnement, qui ne leur donne aucun moyen additionnel pour remplir cette tâche ajoutée, et met en péril leur capacité de répondre aux besoins de leur clientèle non itinérante.

L'Agence ne peut plaider l'ignorance ou le manque de données; les statistiques sont maintenant compilées chaque semaine, et l'auteur de ces lignes a personnellement prévenu les responsables de l'Agence des conséquences d'une telle orientation.

Malgré cela, elle vient de décider de décimer les services aux personnes itinérantes tout en fragilisant le réseau et hypothéquant l'accès aux soins psychiatriques pour toute la population desservie par les quatre hôpitaux désignés.

Les yeux grands fermés.

LA PRODUCTION MONDIALE DE BANANES MENACÉE...



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

OPINION

La santé à l'américaine



GAÉTAN FRIGON

L'auteur est président exécutif de Publimage et ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec. Il collabore régulièrement à la section Débats.

Je connais peu de Québécois qui voudraient changer notre système de santé pour un système à l'américaine, lequel, outre les programmes gouvernementaux Medicaid et Medicare (et maintenant «Obamacare»), demeure un système privé payé à la base par des assurances individuelles ou de groupe plutôt que par les taxes et impôts.

C'est donc dire que de nombreux Américains sont par la force des choses laissés pour compte du fait qu'ils n'ont pas les moyens de se payer une assurance.

Cependant, outre l'aspect financier et l'aspect universalité, il est difficile de porter un jugement de valeur sur la qualité du système de santé aux États-Unis à moins d'avoir eu à l'utiliser, ce que je n'avais jamais eu à faire malgré de très nombreuses semaines passées aux États-Unis au cours des dernières décennies.

Et voilà qu'en décembre dernier, ma conjointe se réveille un matin avec ce qui semblait être une sévère otite. Oups! Qu'est-ce qu'on fait? Une recherche sur Google avec les mots-clés (en anglais): «Médecin de famille, sans rendez-vous, Fort Lauderdale» nous permet d'avoir un choix considérable.

Nous prenons l'adresse du médecin le plus proche et décidons de nous y rendre, sans même appeler.

Une réceptionniste nous reçoit et remet un questionnaire simple à remplir. Après tout au plus 25 minutes d'attente, un médecin d'origine sud-américaine vient chercher ma conjointe. Voyant son nom francophone, il insiste pour lui parler en français, une langue qu'il maîtrise relativement bien. Il prend le temps d'écouter, de questionner et de bien examiner. Il lui donne l'impression qu'elle est la seule personne qu'il a à soigner et il prend tout le temps nécessaire.

veut s'informer de sa condition, à savoir si les antibiotiques avaient commencé à faire effet. Il renouvelle ses conseils, lui disant de ne plus faire de longs voyages, par temps frais, avec le toit de l'auto baissé... Et il termine la conversation en lui disant que, si elle avait été bien servie, de ne pas oublier de le laisser savoir aux Québécois qu'elle connaît et qui pourraient avoir besoin d'un bon médecin de famille en Floride. En conclusion, on peut dire que notre première expérience médicale aux États-Unis a été plus que satisfaisante.

C'est alors que j'ai pensé à

Au Québec, ce sont les patients qui se font compétition pour se trouver un médecin de famille alors qu'aux États-Unis, ce sont les médecins de famille qui se font compétition pour se trouver des patients.

Le diagnostic est celui que l'on pensait, et il ne reste qu'à recevoir une prescription et payer la visite, laquelle coûte 85 \$. Quant à la prescription, il offre soit de nous en remettre une pour aller à la pharmacie de notre choix, soit de la remplir lui-même sur le champ. Nous choisissons cette dernière option, laquelle coûte 48 \$, et payons le tout pour un total de 133 \$, montant qui sera remboursé par notre assurance-voyage.

Une expérience satisfaisante

Mais le meilleur était à venir: le lendemain après-midi (c'était un samedi), ma conjointe reçoit un appel du même médecin qui

ce qui se passe dans une situation semblable au Québec, c'est-à-dire une personne qui n'a pas de médecin de famille et qui a une otite. Il est obligé de se rendre aux urgences d'un hôpital et d'attendre des heures avant de voir un médecin, en plus, évidemment, de prendre la place de quelqu'un d'autre dont la situation exigerait des soins immédiats. La différence? Au Québec, ce sont les patients qui se font compétition pour se trouver un médecin de famille alors qu'aux États-Unis, ce sont les médecins de famille qui se font compétition pour se trouver des patients. Il y a quand même de bons côtés à un système privé.



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Pour une otite, un Québécois doit souvent se rendre aux urgences et y attendre plusieurs heures avant de voir un médecin.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?

Écrivez-nous à débats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

Appartenir à une fédération, ce n'est jamais blanc ou noir.
Ça vient en teinte de gris, en nuances et en compromis.
Mais surtout, en valeurs partagées par tous les citoyens.
À quand la fin de la petite guerre des symboles?
— Réal Lavoie

DÉBATS

Nous ne sommes plus seuls



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Il y a un seul domaine agricole où le Québec exerce une domination sans partage. Le sirop d'érable. Et il ne court pas le risque, pour des raisons climatiques évidentes, de se faire déloger par une économie émergente.

Mais sans être menacé, ce monopole risque d'être sérieusement éfrité par le développement très rapide de la production des États-Unis, l'autre pays producteur, dont la part du marché mondial est passée, dans les dernières années, de 20% à 30%, comme le montrait l'article de Mathieu Perrault dans *La Presse+* d'hier.

«À mon avis, d'ici quatre ou cinq ans, les États-Unis seront autosuffisants en sirop», affirme dans cet article Yves Bernard, président d'Industries Bernard et Fils, un gros producteur acéricole. Si ses prédictions s'avéraient justes, ce serait un gros choc pour le Québec.

Le Québec, bon an mal an, produit autour de 90 millions de livres de sirop. Environ 45 millions de livres prennent le chemin des États-Unis. Si ceux-ci devenaient autosuffisants, le Québec perdrait la moitié de son marché.

On voit d'ailleurs déjà les premiers indices de ce renversement de tendance. En 2007, les exportations vers les États-Unis atteignaient 144,9 millions de dollars. En 2011, elles étaient de 143,8 millions, une baisse quand on tient compte de l'inflation. La part du marché américain dans les exportations québécoises est ainsi passée de 69,7% à 62,3%. Et ce n'est pas parce que le sirop d'érable n'est plus à la mode, bien au contraire.

Pourquoi? La principale cause, ce sont les effets pervers d'un système mis en place en 2002, quand les acériculteurs ont adopté le modèle chéri de l'agriculture québécoise, le système de gestion de l'offre.

Environ 45 millions de livres de sirop prennent le chemin des États-Unis. Si ceux-ci devenaient autosuffisants, le Québec perdrait la moitié de son marché.

La Fédération des producteurs acéricoles du Québec contrôle la production, impose des quotas aux producteurs, qui doivent vendre tout leur sirop, à l'exception des ventes directes aux consommateurs, à des acheteurs en vrac agréés ou à la Fédération elle-même. Ce système clos permet de limiter la production, de stabiliser les prix à un niveau élevé, notamment en accumulant des stocks, appelés réserves stratégiques.

Et comme dans d'autres productions, la Fédération dispose d'un pouvoir presque gouvernemental sur les producteurs et peut, par exemple, saisir le sirop de ceux qui refusent de participer au système. Avec toutes sortes de conséquences comme le marché noir et la mentalité de cartel.

Résultat, parce que les prix du Québec, le plus important acteur, sont artificiellement élevés, encore plus avec l'appréciation du dollar canadien, il devient plus intéressant pour les États américains de produire davantage, de faire de l'argent et de réussir à vendre moins cher que les Québécois. Selon *The Globe and Mail*, le Vermont a ainsi augmenté sa production de deux fois et demie depuis l'an 2000, de 1,6 à 4,1 millions de livres. Et ça s'active aux États-Unis, avec l'appui de la recherche universitaire et des subventions gouvernementales.

Le Québec peut compenser en diversifiant ses sources. Mais les marchés européens et japonais sont moins accessibles, et notre sirop y restera toujours un produit exotique, et non pas un aliment de base comme aux États-Unis.

Lorsque Jean Pronovost a déposé son rapport sur l'avenir de l'agriculture québécoise, en 2008, il avait justement pris le sirop d'érable pour illustrer les problèmes de notre agriculture et l'imperfection de la gestion de l'offre. Pensons à l'omniprésente «canne» de sirop avec sa cabane à sucre.

«Le régime de mise en marché, disait-il, est trop axé sur la production et la commercialisation de produits uniformes qui commandent des prix uniformes, considérés comme l'ultime mesure d'équité entre les producteurs. Quand on observe, dans nos épiceries, la variété quasi infinie des huiles d'olive, on rêve à ce qu'on pourrait faire ici en adoptant la même approche avec le sirop d'érable.»



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE

L'auteur estime que les accusations de partisanerie envers la Cour suprême témoignent d'un manque de rigueur de la part de ceux qui les professent.

Le bouc émissaire



SÉBASTIEN GRAMMOND

L'auteur est doyen de la section de droit civil de l'Université d'Ottawa.

S'il est un domaine qui est systématiquement récupéré à des fins partisans, c'est bien le droit constitutionnel. Dans un texte publié jeudi dernier («Le drapeau en berne»), Pierre Karl Péladeau répète tous les lieux communs du discours indépendantiste à ce sujet. La Cour suprême y figure d'ailleurs comme bouc émissaire parfait.

Une plus grande rigueur conduirait pourtant à une appréciation plus nuancée. En matière de langue par exemple, a-t-on oublié que la Cour suprême a validé les deux principes fondamentaux de la loi 101, c'est-à-dire que le Québec peut réglementer la langue de l'affichage commercial (arrêt Ford, 1988) et exiger des francophones qu'ils envoient leurs enfants à l'école française (arrêt Gosselin, 2005)? Bien sûr, certaines dispositions de la loi 101 ont été invalidées au fil des ans, mais c'est davantage la conséquence de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés que d'un quelconque militantisme de la Cour suprême.

En réalité, la Cour s'est écartée d'une lecture littérale de l'article 23 qui aurait systématiquement donné raison aux parents qui souhaitaient faire passer leurs enfants dans le réseau public anglophone. Elle a plutôt exigé une analyse au cas par cas de leur dossier, qui permet au Québec de démasquer la plupart des subterfuges employés (arrêt Solski, 2005, et Nguyen, 2009). On peut déplorer que la

Cour n'ait pas accepté l'application d'un critère uniforme. Il faut cependant avoir l'honnêteté de dire que la Cour a adopté une solution mitoyenne plutôt que de donner tort au Québec.

Il en est de même en matière de fédéralisme: la célèbre boutade de Duplessis voulant que la Cour suprême, telle la tour de Pise, penche toujours du même côté, a la vie dure. Pourtant, elle est démentie par les faits. Au cours des dernières années, la Cour a donné raison aux provinces dans trois dossiers majeurs: la réglementation de la vente d'assurance par les banques (arrêt Banque cana-

légard du juge en chef Laskin, même si le fondement de la plupart de ces allégations a été fortement contesté. La réalité, c'est que Laskin, au cours des événements qui retiennent l'attention de M. Bastien, fait des gestes qui sont *contraires* aux souhaits du gouvernement fédéral. En mars 1981, il accélère l'audition de la cause du rapatriement alors que le gouvernement fédéral voulait la retarder. En juillet 1981, alors que le bras droit de Trudeau cherche à faire croire aux Britanniques que le jugement de la Cour est imminent, Laskin dément l'affirmation. On peut se questionner sur le caractère adéquat de

La Cour suprême n'est pas systématiquement hostile au Québec, elle cherche plutôt à donner à la Constitution canadienne et aux droits fondamentaux une interprétation qui permet au Québec d'assurer la protection de sa culture et de la langue française.

dienne de l'Ouest, 2007), la procréation assistée (2010) et, surtout, la réglementation des valeurs mobilières (2011).

Le récent jugement dans l'affaire Nadon va dans le même sens: la Cour souligne que le Québec n'est pas une province parmi tant d'autres et qu'en raison de son système de droit civil, il a un intérêt particulier à ce que la composition de la Cour suprême ne soit pas modifiée sans son consentement. C'est là une forme de droit de veto...

Allégations de Frédéric Bastien

Enfin, M. Péladeau réitère les allégations du livre de Frédéric Bastien à

cette dernière conversation, mais il n'y a clairement pas eu de complot contre les intérêts du Québec ni de communication ou de collaboration inappropriée entre la Cour et le gouvernement fédéral.

Au final, on s'aperçoit que la Cour suprême n'est pas systématiquement hostile au Québec, mais qu'elle cherche plutôt à donner à la constitution canadienne et aux droits fondamentaux une interprétation qui permet au Québec d'assurer la protection de sa culture et de la langue française. Y est-elle parvenue? Aurait-elle dû, aurait-elle pu en faire davantage? Ce sont d'excellentes questions. On ne saurait y répondre par la propagande.

L'égalité, « Yes Ma'am! »



ÉRIC LENGELLÉ

L'auteur est officier de navigation et habite à Ottawa. Il répond au texte «Politiciennes en série», publié le 16 avril.

Si tant est que l'égalité entre hommes et femmes soit une valeur fondamentale de la société, quel besoin avons-nous de légiférer en matière d'égalité de représentation des sexes en politique? Les bonnes idées n'ont, que je sache, de sexe autre que celui que leur impute la grammaire.

Tous les partis politiques se réclamant de ce principe et sachant que les femmes représentent la moitié et plus de l'électorat, il y a fort à parier qu'aucune candidate sérieuse n'a été écartée par quelque parti que ce soit eu égard à son sexe depuis belle lurette. J'en conclus que ce

un pouvoir ou une responsabilité sans indiquer au préalable ce qu'elles (ou ils) ont l'intention d'en faire.

C'est malheureusement le cas de M^{mes} Delvaux et Navarro. Il faut une loi, plaident-elles, pour assurer la représentation égale des hommes et des femmes en politique. Mais pourquoi, à part le principe? Motus, ou presque.

À moins que...

Si effectivement la société devait garantir aux femmes la moitié des sièges au Conseil des ministres de tout gouvernement à venir, j'ai quelques défis en matière d'égalité hommes-femmes à leur lancer:

– La consécration de l'égalité des sexes au pouvoir une fois acquise, vous engagez-vous à dissoudre le Conseil du statut de la femme ou à créer un Conseil du statut de l'homme?

On se doute bien, mesdames, que vous ne souhaitez pas davantage de poids politique pour remettre en question les acquis, mais plutôt pour obtenir plus.

n'est donc pas parce qu'on les en chasse, mais plutôt parce que ça ne les intéresse pas que les femmes sont moins présentes en politique que les hommes.

Notez bien, je ne suis pas *a priori* contre les moyens coercitifs d'atteindre un idéal; comme tout un chacun, je suis fervent de justice et d'équilibre. Ceci dit, je partage aussi avec une bonne partie de mes semblables une méfiance instinctive envers celles (et ceux) qui veulent se voir confier

– Le taux de réussite des garçons au secondaire est présentement inférieur à celui des filles, et l'écart tend à s'accroître avec le temps. Vous engagez-vous à voter des lois imposant l'égalité à ce chapitre et, tant qu'à y être, à légiférer pour qu'il y ait autant d'hommes que de femmes en enseignement?

– En conséquence de ce qui précède, les taux d'admission et de diplomation des femmes au premier

cycle universitaire progressent continuellement et dépassent maintenant la moitié, alors que ceux des hommes, évidemment, diminuent d'autant. Êtes-vous en faveur d'une loi qui établirait la parité obligatoire de représentation des sexes dans les facultés contingentes comme la médecine, le droit, l'éducation et le génie?

– En regard des programmes tels que «*Chapeau, les filles!*», qui visent à promouvoir l'accès des femmes aux métiers traditionnellement masculins, vous engagez-vous à lancer des programmes équivalents pour les hommes dans le genre «*Plus de profs en pantalons!*» ou «*Les vrais costauds sont à l'hosto!*»?

– La misandrie des tribunaux en matière familiale est proverbiale. Vous engagez-vous à légiférer pour instaurer la garde partagée automatique dans les cas de séparations et de divorces et à considérer le revenu potentiel et non le revenu réel dans le calcul des aliments?

Voilà des défis concrets, des problématiques réelles qui touchent quotidiennement mes semblables. D'ailleurs, à voir toutes les avancées féministes des 50 dernières années, s'il y a vraiment des vieux *boys* dans un club pénipotentiaire quelque part, ils ne doivent pas faire grand-chose d'autre que somnoler parmi les effluves de scotch et de cigare.

On se doute bien, mesdames, que vous ne souhaitez pas davantage de poids politique pour remettre en question les acquis décrits ci-haut, mais plutôt pour obtenir plus, pour aller encore plus loin. La question que l'on doit se poser est donc: jusqu'où?

L'ÉVÈNEMENT

ROULEZ VERS LE PRINTEMPS



C'EST LA SAISON IDÉALE POUR PARTIR
AU VOLANT D'UN NOUVEAU VÉHICULE

BONI AU COMPTANT À LA LOYAUTÉ
DE **1 000\$ⁿ** + RÉDUCTION DE TAUX DE **1%**
PREND FIN LE 30 AVRIL
CHANGEZ DE VÉHICULE PLUS TÔT QUE PRÉVU.
EXCLUSIF AUX CLIENTS ACTUELS AU FINANCEMENT.

Modèles Jeep Cherokee Sport 4X2, Wrangler Sport et Compass Sport 4X2/4X4 2014 exclus



EFFICACITÉ ALLANT JUSQU'À **6,4L** /100KM
(44 MPG)^A SUR ROUTE



ASSOCIATION DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE DU CANADA

PRIX DU VÉHICULE UTILITAIRE
CANADIEN DE L'ANNÉE
JEEP CHEROKEE 2014

Prix du modèle Jeep Cherokee Limited
à traction avant 2014 montré: à partir de 32 050\$**

LE TOUT NOUVEAU JEEP CHEROKEE SPORT 2014

À PARTIR DE:

24 995\$[†]

LE PRIX INCLUT LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

D'UN FINANCEMENT
À L'ACHAT À PARTIR DE:
0%[‡] POUR
36 MOIS
ET AUCUN ACOMPTÉ

De série

- Transmission automatique à 9 vitesses
- Moteur 4 cylindres Tigershark[™] de 2,4 L avec système MultiAir[™] de 184 chevaux
- Système Uconnect[™] 5.0 à écran tactile avec connectivité Bluetooth[™]
- Six haut-parleurs
- Climatiseur et 10 coussins gonflables
- Freins à disque antiblocage aux quatre roues
- Et beaucoup plus



EFFICACITÉ ALLANT JUSQU'À **7L** /100KM
(40 MPG)^A SUR ROUTE
MÉCANIQUE OVERLAND DIESEL

Prix du modèle Jeep Grand Cherokee Overland 4X4 2014 montré: à partir de 57 750\$**

JEEP GRAND CHEROKEE LAREDO 4X4 2014

LE VUS LE PLUS PRIMÉ DE L'HISTOIRE[®]

À PARTIR DE:

39 995\$[†]

LE PRIX INCLUT LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

UN FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE:
492\$[‡]
PAR MOIS POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS.



EFFICACITÉ ALLANT JUSQU'À **9,3L** /100KM
(30 MPG)^A SUR ROUTE

Prix du modèle Jeep Wrangler Sport S 2014 montré: à partir de 25 800\$**

JEEP WRANGLER SPORT 4X4 2014

LE VÉHICULE LE PLUS COMPÉTENT DANS SA CATÉGORIE[§]

À PARTIR DE:

20 495\$[†]

LE PRIX INCLUT 2 500 \$ DE REMISE AU COMPTANT*, 1 000 \$ DE BONI AU COMPTANT* ET LES FRAIS DE TRANSPORT.

UN FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE:
117\$[‡]
AUX DEUX SEMAINES POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS.



EFFICACITÉ ALLANT JUSQU'À **6,6L** /100KM
(43 MPG)^A SUR ROUTE

Prix du modèle Jeep Compass Sport à traction avant 2014 montré: à partir de 17 485\$**

JEEP COMPASS SPORT 2014

L'UN DES VUS LES PLUS ABORDABLES AU PAYS[¶]

À PARTIR DE:

17 485\$[†]

LE PRIX INCLUT 2 750 \$ DE REMISE AU COMPTANT* ET LES FRAIS DE TRANSPORT.

UN FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE:
99\$[‡]
AUX DEUX SEMAINES POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS.

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP[™] | DODGE | RAM DU QUÉBEC www.jeep.ca/offres

MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.
15 MODÈLES QUI CONSOMMENT 7 L/100 KM OU MOINS SUR ROUTE.



RAM

DODGE

CHRYSLER

Jeep

(SiriusXM)
Les Recrues
DODGE
RAM

« Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2014 et 2013 de Chrysler Canada. L'affirmation « 7 L/100 km ou moins » est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme *EnerGuide* 2014. Les méthodes d'essai utilisées sont celles du gouvernement du Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs – à des fins de comparaison seulement. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *EnerGuide*.

Le consommateur avisé lit les petits caractères: †, ‡, §, ¶. D. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 1^{er} et le 30 avril 2014 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Les frais de transport (1 695 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne seront ajoutés aux prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à l'achat. Le concessionnaire peut vendre ou financer à prix moindre. Un acompte peut être demandé. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. † Les prix d'achat s'appliquent aux modèles Jeep Cherokee Sport à traction avant (TA) 2014 (KLT174 + 24A)/Jeep Grand Cherokee Laredo 4X4 2014 (WKJH74 + 23E)/Jeep Wrangler Sport 4X4 2014 (JKL72 + 23B + MRK)/Jeep Compass Sport TA 2014 (MKTH49 + 25D), respectivement: 24 995 \$/39 995 \$/20 495 \$/17 485 \$. Les prix d'achat comprennent les frais de transport de 1 695 \$ et, le cas échéant, une remise au comptant et/ou un boni au comptant. * Les remises au comptant (Jeep Wrangler Sport 4X4 2014 (JKL72 + 23B + MRK): 2 500 \$ et Jeep Compass Sport TA 2014 (MKTH49 + 25D): 2 750 \$) sont offertes sur certains modèles neufs 2014 sélectionnés et sont déduites du prix négocié avant l'application des détails, conditions et exclusions. ‡ Données basées sur le *Guide de consommation de carburant 2014* de Ressources naturelles Canada (RNC). Jeep Cherokee Sport TA 2014 avec moteur de 2,4 L et transmission automatique à 9 vitesses: consommation de 6,4 L/100 km sur route et 9,6 L/100 km en ville. Jeep Grand Cherokee Overland 2014 avec moteur V6 EcoDiesel de 3,0 L: consommation de 7 L/100 km sur route et 9,8 L/100 km en ville. Jeep Wrangler Sport 2 portes 4X4 2014 avec moteur de 3,6 L et transmission manuelle à 6 vitesses: consommation de 9,3 L/100 km sur route et 12,7 L/100 km en ville. Jeep Compass Sport TA 2014 avec moteur 4 cylindres de 2,0 L et transmission manuelle à 5 vitesses: consommation de 6,6 L/100 km sur route et 8,9 L/100 km en ville. Les méthodes d'essai utilisées sont celles du gouvernement du Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs – à titre comparatif seulement. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *EnerGuide*. § Selon le segment des petits véhicules utilitaires sport 2014 de Ward's. ¶ Selon le segment des véhicules utilitaires sport/multisegment 2014 de Ward's et le prix de détail suggéré par le fabricant pour les modèles de base. Les autres véhicules conçus ou manufacturés par Chrysler Group LLC sont exclus. ¶ Le Jeep Grand Cherokee a reçu plus de prix dans son histoire que tout autre VUS. [™] Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. [™] Jeep est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. **Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler | Jeep[™] | Dodge | RAM**